



**ACHAT
AP-HP**

**ASSISTANCE
PUBLIQUE**



**HÔPITAUX
DE PARIS**

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 45 15 01 60

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

CONCEPTION – REALISATION

**Conception-Réalisation pour la
Restructuration d'un immeuble
de logements situé au 38
boulevard de Sébastopol et au 59
rue Quincampoix à Paris 4e arr.**

Consultation N°23/018

OFFRE FINALE

Procédure : Dialogue compétitif

Objet : Conception-réalisation pour la Restructuration d'un immeuble de logements situé au 38 boulevard de Sébastopol et au 59 rue Quincampoix à Paris 4e

La durée contractuelle du présent marché s'étend de la date de notification jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement, d'une durée de un an à compter de la date de réception des travaux et assortie d'éventuelle prolongation de ladite garantie sur demande du Maître d'Ouvrage (période d'exécution prévisionnelle de 34 mois).

Ce document comprend 70 pages.

AP-HP	Consultation n° 21/102	ACHAT
CCAP.8 25/10/2021	Dernière mise à jour du :	1 / 69

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	5
1.1 : OBJET	5
1.2 : FORME	5
1.3 : DUREE	5
1.4 : DEFINITION DE LA PRESTATION	6
1.5 : ETAT ET CONNAISSANCE DU SITE	7
1.6 : INTERVENANTS	8
1.7 : CERTIFICATS	12
1.8 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D'EXECUTION	12
1.9 : CLAUSE DE REEXAMEN	12
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	13
ARTICLE 3 : Etablissement des prix dans le temps	15
3.1 : CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	15
3.2 : VARIATION DES PRIX	20
3.3 : MODALITES DE REVISIONS DES PRIX	20
3.4 : REGLEMENT DES COMPTES	21
ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES - DECOMPTES MENSUEL - DECOMPTE FINALES	24
4.1 : GENERALITES	24
4.2 : DECOMPTES MENSUELS	24
4.3 : ACOMPTES	25
4.4 : CAS DES APPROVISIONNEMENTS	25
4.5 : DECOMPTE FINAL	26
4.6 : DECOMPTE GENERAL	27
4.7 : DELAI MAXIMUM DE PAIEMENT	27
4.8 : POINT DE DEPART DU DELAI DE PAIEMENT :	28
ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES	28
5.1 : DELAIS - DUREE D'EXECUTION	28
5.2 : POINT DE DEPART DES PRESTATIONS	29
5.3 : PLANNING ENVELOPPE	30
5.4 : CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES ETUDES ET TRAVAUX	30

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	2 / 69

5.5	: PROLONGATION DES DELAIS	30
5.6	: INTEMPERIES	31
5.7	: RETENUES - PENALITES	32
ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE		35
6.1	: RETENUE DE GARANTIE	35
6.2	: AVANCE	36
6.3	: NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES	36
6.4	: AVANCE SUR MATERIEL	36
ARTICLE 7 : EXECUTION DU MARCHÉ : CONCEPTION		36
7.1	: DIRECTION D'EXECUTION ET VISA DES DESCRIPTIFS ARCHITECTURAUX ET TECHNIQUES DES LOTS SOUS-TRAITES	36
7.2	: DOSSIERS DE DEMANDES D'AUTORISATION ADMINISTRATIVES	37
7.3	: MODALITES DE SUIVI	42
7.4	: APPROBATION DES ETUDES	44
ARTICLE 8 : EXECUTION DU MARCHÉ : PHASE TRAVAUX		47
8.1	: DEMARRAGE EFFECTIF DES TRAVAUX	47
8.2	: ÉTUDES D'EXECUTION ET ETUDES DE SYNTHESE	47
8.3	: AUTRES DOCUMENTS D'ETUDES	48
8.4	: MODALITES DE REMISE ET D'EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXECUTION	48
8.5	: APPROBATION DES ETUDES	49
8.6	: REPARTITION DES RISQUES POUR LE POSTE « REALISATION DES TRAVAUX »	51
ARTICLE 9 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATRERIAUX ET PRODUITS		51
9.1	: PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	51
9.2	: CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	52
9.3	: ESSAIS ET VERIFICATIONS SUPPLEMENTAIRES	52
ARTICLE 10 : IMPLANTATION DES OUVRAGES		52
10.1	: PLAN GENERAL D'IMPLANTATION	52
10.2	: PIQUETAGE GENERAL	52
10.3	: PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	52
ARTICLE 11 : TRAVAUX PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION		53
11.1	: PANNEAU DE CHANTIER – PANNEAU D’AFFICHAGE DU PC	53
11.2	: PALISSADE POUR LA PROTECTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	53

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	3 / 69



11.3	: MESURES D'EMPOUSSIEREMENT ET ACOUSTIQUE	54
11.4	: SIGNALISATION	54
11.5	: POLICE DE CHANTIER	54
11.6	: REFERE PREVENTIF	54
11.7	: PRE CHAUFFAGE	54
11.8	: MISE EN PLACE D'UNE GED	54
11.9	: ORGANISATION HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	54
11.10	: MESURES D'ORDRE SOCIAL, APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	57
ARTICLE 12 : CONTROLE ET RECEPTION		57
12.1	: ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES	57
12.2	: RECEPTION DES TRAVAUX	58
12.3	: MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	59
12.4	: DOCUMENTS FOURNIS A LA RECEPTION	59
ARTICLE 13 : CERTIFICATION		59
ARTICLE 14 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES		59
14.1	: RESPONSABILITES	59
14.2	: ASSURANCES	60
ARTICLE 15 : UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES REALISEES DANS LE CADRE DES MARCHES		62
15.1	: DROITS DU MAITRE D'OUVRAGE	62
15.2	: DROITS DU TITULAIRE	63
15.3	: INVENTIONS, CONNAISSANCES ACQUISES, METHODES ET SAVOIR - FAIRE	63
15.4	: BREVETS	63
15.5	: GARANTIES	64
ARTICLE 16 : CLAUSES SOCIALES : ACTIONS D'INSERTION		64
ARTICLE 17 : OBLIGATION DE DISCRETION		67
ARTICLE 18 : RESILIATION		68
ARTICLE 19 : CONTENTIEUX		68
ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX		68

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	4 / 69

S

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 : OBJET

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) s'inscrit dans un marché de « **Conception-Réalisation pour la Restructuration d'un immeuble de logements situé au 38 boulevard de Sébastopol et au 59 rue Quincampoix à Paris 4ème arr.** », avec un engagement contractuel portant sur l'amélioration de l'efficacité énergétique nécessaire aux besoins du Département Immobilier et Investissements du Siège de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

Le présent C.C.A.P. concerne les prestations de conception et de réalisation.

1.2 : **FORME**

Le présent marché est un marché de travaux en application de l'article L1111-2 du code de la commande publique.

Le présent marché est à prix global et forfaitaire révisable.

Le présent marché est une conception-réalisation avec un engagement contractuel portant sur l'amélioration de l'efficacité énergétique en application de l'article L2171-2 du code de la commande publique justifiant d'un engagement contractuel portant sur l'amélioration de l'efficacité énergétique.

1.3 : **DUREE**

La durée contractuelle du présent marché s'étend de la date de notification jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait d'achèvement d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux et assortie d'éventuelles prolongations de ladite garantie sur demande du Maître d'Ouvrage.

Cette période comprend les études, la conception des ouvrages et leurs constructions y compris l'obtention des autorisations administratives nécessaires à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Ce délai engage le titulaire du marché sur le délai de production du Permis de Construire et autres demandes d'autorisations administratives, le délai de réalisation des études d'APD et de Projet, le délai de chacune des phases. Le délai d'exécution des travaux comprend la livraison du bâtiment y compris essais, épreuves, qualifications, avis favorables du contrôleur Technique, avis favorable des commissions de sécurité, performances, validations, mobilier installé et réception.

Les dates prévisionnelles de réalisation de l'opération sont les suivantes :

Les dates prévisionnelles de réalisation de l'opération sont les suivantes :

- Date **prévisionnelle** de notification du marché : **troisième trimestre 2023**
- Date **prévisionnelle** Phase étude : **septembre 2023 à février 2024**
- Date **prévisionnelle** de dépôt du **Permis de Construire** : **septembre 2023**
- Date **prévisionnelle** Phase travaux y compris préparation : **mars 2024 à juin 2025**
- Date **prévisionnelle** de la réception de l'ouvrage : **juin 2025**
- Date **prévisionnelle** de fin de garantie de parfait achèvement : **juin 2026**

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	5 / 69

S

1.4 : DEFINITION DE LA PRESTATION

Le Titulaire du marché sera dénommé, dans le présent CCAP, « Titulaire ».

En application de l'article R2431-1 du code de la commande publique, le marché est organisé en phase selon les missions définies aux articles R2431-19 à R2431-23 du code de la commande publique

- Etudes de conception,
- Travaux d'exécution.

Les éléments constitutifs de la mission de conception :

- Autorisations administratives
- APD : Etudes d'Avant-Projet Définitif
- PRO : Etudes de Projet
- DET : Direction de l'exécution des travaux
- VISA : Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution faites par le Titulaire
- A.O.R : Assistance pour les Opérations de Réception garantie de parfait achèvement.

L'opération est conduite dans une démarche environnementale avec certification NF Habitat HQE selon les modalités et objectifs définis dans les objectifs environnementaux du programme. Il est rappelé que la mise en œuvre de cette certification fait partie intégrante de la mission du Titulaire, notamment dans ses aspects architecturaux, d'intégration de l'opération dans son environnement et de la réalisation des études réglementaires, ainsi que les études spécifiques liées à la certification.

Dans le cadre du projet, le maître d'ouvrage intégrera un processus BIM et exploitera son potentiel comme moyen d'atteindre les objectifs de qualité, de durabilité et de performance recherchés pour son futur ouvrage. Le maître d'ouvrage a décidé d'engager son projet dans un processus de conception, de construction et d'exploitation dans une démarche entièrement collaborative qui s'appuie sur le BIM comme processus et la maquette numérique comme support de données totalement interopérables entre les différentes parties prenantes du projet, de la conception à l'exploitation du bâtiment, et, qui s'enrichit au fur et à mesure de la progression de ce dernier. Cette maquette numérique servira de base pour la production de la documentation nécessaire au projet et sera également le support de coordination des différentes disciplines. Enfin, la maquette numérique devra contenir les données produites tout au long du projet permettant l'exploitation et la maintenance future du bâtiment. Les objectifs BIM du projet sont répertoriés dans le CCTP et ses annexes.

Les prestations du marché de conception-réalisation à conclure s'organisent chronologiquement en 2 phases :

✓ Phase n°1 : Conception architecturale et technique

- Phase 1.0 : Etudes de conception curage démolition déplombage désamiantage
- Phase 1.1 : Dossiers de demande des autorisations préalables (Evaluation environnementale le cas échéant, Permis de Construire et autres demandes d'autorisations administratives)
- Phase 1.2 : Etudes de conception de niveau APD

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	6 / 69

- Phase 1.3 : Etudes de conception de niveau PRO

✓ Phase n°2 : Réalisation des travaux

- Phase 2.0 : Réalisation des préalables (curage démolition-déplombage désamiantage)

- Phase 2.1 : Etudes d'exécution et de synthèse

- Phase 2.2 : Réalisation des travaux

- Phase 2.3 : Assistance aux opérations de réception des travaux

- Phase 2.4 : Assistance pendant la période de parfait achèvement

Les éléments complémentaires de la mission de conception :

- Etudes spécifiques liées à la qualité environnementale et la certification NF Habitat HQE
- Traitement de la signalétique
- Etudes de synthèse : Réalisation de la synthèse en phase études (présynthèse), Etudes et animation de la cellule de synthèse en phase d'exécution des travaux (synthèse réservation, réseaux et terminaux).
- Coordination en matière de système de sécurité incendie (S.S.I) conformément à l'arrêté du 2 février 1993 (applicable dès juin 1993) et aux normes Française NFS 61-931 et NFS61-939 et compte tenu des caractéristiques de l'opération
- Si le projet est soumis à l'ESSP : Réalisation de l'étude de sûreté et de sécurité publique conformément à la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 (article L.111-3-1 du Code de l'urbanisme) relative à la prévention de la délinquance, au décret n°2007-1177 du 3 août 2007 modifié par le décret n°2011-324 du 24 mars 2011

Le contenu de chaque élément de mission est indiqué dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le début de chaque phase de conception et de réalisation est conditionné par l'approbation formelle du maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois pour accepter ou rejeter la réalisation de la phase. La formalisation du début d'exécution de la phase suivante est notifiée par ordre de service au représentant du Titulaire. Cette notification vaut acceptation tacite de la phase précédente.

Il est clairement précisé au Titulaire qu'il devra prendre en compte, en cas de rejet ou d'acceptation sous réserve, l'ensemble des observations formulées par le Maître d'ouvrage, le conducteur d'opération et ses spécialistes missionnés (CSPS et Contrôleur technique) dans des avis écrits dès lors qu'elles sont conformes au marché et aux règles de l'art. Toutefois, ces observations ne constitueront jamais une immixtion dans la responsabilité de conception-réalisation du Titulaire.

En cas de rejet, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur le dossier ainsi mis à jour dans les mêmes conditions qu'indiqués précédemment.

1.5 : ETAT ET CONNAISSANCE DU SITE

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte à la lecture des pièces constitutives du marché et sur le site de l'importance, de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées à l'état des constructions existantes et notamment l'état de la structure (résistance des planchers, termites, ...), de la toiture, de la présence de matériaux de type amiante et plomb, des réseaux techniques à dévoyer, ainsi que la nature du sol et du sous-sol (géotechnique, pollution, réseaux enterrés, tous réseaux techniques en périphérie du bâtiment à construire).

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	7 / 69

Il est rappelé que le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, bâtiments existants, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies pompiers et échelle aérienne, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Les renseignements donnés dans les pièces (diagnostics, études) qui lui sont fournies en phase offre ne constituent que des éléments d'information qu'il appartiendra au Titulaire de compléter sous sa responsabilité.

Le Titulaire prendra en charge dans le cadre de son marché et sous sa responsabilité la réalisation d'une étude géotechnique selon la norme NF P 94-500 notamment les missions G2, G3 et G4 par une société spécialisée.

Le Titulaire prendra également à sa charge dans le cadre de son marché et sous sa responsabilité la réalisation des diagnostics matériaux complémentaires et notamment amiante avant démolition et déchets avant démolition selon l'arrêté du 19 décembre 2011.

Les conséquences des découvertes issues de l'étude géotechnique et des diagnostics précités ne sont prises en charges par le Titulaire que si elles étaient décelables par un homme de l'art au regard des pièces constitutives du marché et de la visite de site.

Il incombe au titulaire et, sous sa responsabilité, la définition des besoins, la coordination et le pilotage des études complémentaires qui seront à mener pour la bonne exécution des travaux.

Par ailleurs, le Titulaire est réputé avoir pris en compte dans son offre les contraintes visées au marché et constatées lors de la visite de site résultant de son intervention en site contraint.

1.6 : INTERVENANTS

A MAITRE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris.

B CONDUITE D'OPERATION

Pour cette opération, la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Département Immobilier & Investissements (ci-après DII) qui assure une partie des missions dévolues au maître d'œuvre dans le CCAG Travaux dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021 et modifiée, notamment celles visées aux articles suivants :

- Article 2 : Ordres de service
- Articles 11 à 14 : Gestion financière du marché de Conception-réalisation
- Article 12 : Constats
- Article 19.1 : Délais d'exécution
- Article 20.1 : Pénalités
- Article 30 : Modifications apportées aux dispositions contractuelles
- Articles 41 à 43 : Réception

En aucun cas, la mission de la maîtrise d'ouvrage ne pourra être considérée comme une immixtion dans la conception-réalisation.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	8 / 69

1

C CONTROLE TECHNIQUE

Le Maître d'ouvrage désignera un contrôleur technique (loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et codifiée au code de la construction et de l'habitation, art. L.111.23 à L.111.26).

Il sera chargé des missions suivantes :

- **L** : Solidité des ouvrages et équipements indissociables
- **LE** : Solidité des existants
- **P1** : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables
- **AV** : Vérification de la stabilité des constructions avoisinantes
- **S** : décomposée en STI : Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail uniquement et SEI : Sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public
- **F** : Vérification du fonctionnement des installations permettant d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles
- **TH** : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments y compris attestation
- **PHa** : Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments
- **HAND** : Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées y compris attestation accessibilité
- **ENV** : relative à l'environnement et aux installations classées pour la protection de l'environnement
- **GTB** : Gestion Technique du Bâtiment – vérification de la possibilité pour la GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.
- **HYSa** : vérification de la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé
- **CABL** : vérification des pré-câblages informatiques et téléphoniques
- **VIEL** : Vérification initiale des installations électriques et des appareils élévateurs et de levage (y compris nacelles) intégrant toutes les installations
- **PV** : récolements des procès-verbaux d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur l'ensemble des installations et un avis sur les résultats de ces procès-verbaux
- Le rapport initial de vérifications périodiques pour l'ensemble du bâtiment (article 53 du décret n°88-1056 du 14/11/88 et l'arrêté du 10 octobre 2000) (vérification des appareils élévateurs + vérification des installations électriques à la mise en service) à vérifier
- L'attestation de la conformité du projet à la réglementation thermique (art L.111-10-2 du code de la construction et de l'habitation) pour les projets de réhabilitation à vérifier
- Continuité de communication radioélectrique
- L'attestation de conformité à la norme sismique (attestation initiale et attestation finale)

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	9 / 69

Les dispositions figurant dans la norme NFP 03-100 et le CCTG en matière de référentiels, définition des interventions, et ouvrages sur lesquels portent les missions sont complétées comme suit :

- Mission L : La mission portera sur la solidité des ouvrages définitifs ou temporaires nécessaires à l'exécution du programme de travaux à toutes phases de travaux, tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages.
- Missions LE et AV : Pour mener à bien ces missions, le contrôleur technique devra signaler au Maître de l'Ouvrage les données relevant d'une mission Diagnostic, qui lui manqueraient.
- Missions AV : Pour cette mission relative à la stabilité des avoisinants, sont considérés comme avoisinants sur lesquels portent la mission l'ensemble des corps de bâtiments, murs, ouvrages. La stabilité sera vérifiée pendant toutes les phases de réalisation des travaux (démolitions, curage, excavations...).
- Mission F : Sont également soumis au contrôle technique, les installations et équipements suivants :
 - Éclairage extérieur,
 - Distribution collective d'antennes de télévision,
 - Installations électriques dites de « courants faibles »,
 - Portes motorisées,
 - Systèmes de fermeture automatique des portes et de contrôles d'accès,
- Mission GTB : l'ensemble des systèmes de Gestion technique portant sur toutes les installations prévues au programme seront contrôlées
- Mission TH : Cette mission intégrera le contrôle du respect de la réglementation thermique en vigueur au moment du dépôt du PC RT ou réglementation EC et le respect des objectifs thermique du programme et de la certification du bâtiment.

Le contrôleur technique est désigné et rémunéré par le Maître d'ouvrage. Il donnera un avis sur les prestations du Titulaire quant à la solidité des Ouvrages, la Sécurité des personnes et l'accessibilité des handicapés. L'avis du contrôleur technique est contractuel sous la forme d'un PréRapport Initial de Contrôle Technique.

Il intervient ainsi depuis la conception tout au long de l'exécution des ouvrages et jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation et réception de l'ouvrage. Il reprendra les études si nécessaires, le tout à ses propres frais. Les remarques formulées au cours des études et du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts. Le titulaire assistera à toutes les sollicitations du contrôleur technique, réunions, visites, essais etc.

D COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'ouvrage à réaliser est soumis aux obligations de coordination en matière de sécurité et de

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	10 / 69



protection de la santé, définies par les textes (lois n° 91.1414 du 31/12/1991 et n° 93.1418 du 31/12/93 ainsi que leurs décrets d'application codifiés au code du travail).

Le Maître d'ouvrage désignera et rémunérera un coordonnateur sécurité et protection de la santé dont les prescriptions s'imposent aux intervenants sur le chantier.

Il lui sera confié une mission de niveau 1.

Le coordonnateur SPS rédigera le PGC qui sera transmis au groupement, au plus tard, pendant la phase d'étude d'exécution (les études PRO).

Le Titulaire devra tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que lors de la réalisation de l'ouvrage.

Le Titulaire est tenu de rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Il communique directement au coordonnateur SPS :

- **Le PPSPS qui doit être remis au plus tard avec le dossier PRO ;**
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les quinze (15) jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang ;
- De plus, le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et s'oblige à tenir à la disposition du coordonnateur SPS lesdits contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accident du travail ;
- Le guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité activités de construction en période d'épidémie de coronavirus SARS COV2.

Le Titulaire est tenu d'informer le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il doit donner suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observation ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Une réunion hebdomadaire est organisée entre le coordonnateur et les Entreprises en activité sur le chantier.

Le titulaire assistera à toutes les sollicitations du CSPS, réunions, visites de contrôle in situ.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	11 / 69

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer l'AP-HP sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les entreprises des mesures de coordination qu'il définit, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement etc.) le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier jusqu'à ce que toutes les mesures s'imposant soient prises.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et le Titulaire est soumis au Maître d'ouvrage.

E COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE

La mission SSI rendue obligatoire par l'arrêté du 2 février 1993 (J.O du 18/03/1993) est confiée au Titulaire (NFS 61 932). Un interlocuteur particulier sera désigné par le Titulaire pour cette mission SSI.

F PROGRAMMATION ET AMO

La mission est réalisée par ALTEREA.

1.7 : CERTIFICATS

L'ensemble des membres du Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle le Titulaire du marché devra obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

1.8 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D'EXECUTION

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.9 : CLAUSE DE REEXAMEN

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application de l'article R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique. Ces modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application de l'article 3.1-C du CCAP.

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	12 / 69

- La partie du marché relative aux prix unitaires concernant l'amiante, le plomb peut faire l'objet d'une évolution selon les quantités évacuées. Le montant de cette prestation sera le montant inscrit au bordereau des prix unitaires multiplié par la quantité des terres évacuées sur la base des bordereaux de suivi et contrôlé par le maître d'ouvrage,
- En cas d'évolution technique ou réglementaire, normative ou législative nécessitant l'adjonction de nouvelles normes ou références au marché,
- En cas de découvertes imprévues.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces du DCE prévalent dans l'ordre suivant :

Les pièces particulières :

- A. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait foi :
 - a) Le sous détail des prix unitaires
 - b) La répartition du prix global et forfaitaire du marché de conception-réalisation par cotraitant et référent
 - c) Le planning enveloppe de l'opération
 - d) Les actes spéciaux de sous-traitance
- B. Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes
- C. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- D. La liste des écarts entre le programme et l'offre du titulaire
- E. Le programme :
 - 1 Programme fonctionnel y compris tableau de surfaces
 - 2 Programme technique et environnemental et ses annexes dont les fiches techniques par local
- F. Les documents institutionnels (guides et référentiels)
 - o Référentiel institutionnel gestion patrimoine
 - o Codification EBHT et son annexe
 - o Référentiel GTC et ses annexes
- G. Le dossier de site :
 - o Les études géotechniques ;
 - o Les relevés géomètre (plans de masse, relevé topographique des abords, plans des niveaux et héberges);
 - o Les diagnostics amiante, plomb, de pollution des sols et structure ;
 - o Les plans techniques de réseaux et synoptiques
- H. Le pré-rapport initial du contrôleur technique et le rapport initial du contrôleur technique (dès qu'ils seront établis)
- I. Le PGCSPPS (dès qu'il sera établi)
- J. Les documents remis par le Titulaire dans le cadre de son offre

Toutes erreurs de quantités, divergences ou ambiguïté de toutes sortes portées sur les DPGF, même relevées après signature du marché, ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix global

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	13 / 69

5

et forfaitaire porté à l'acte d'engagement.

Les plans à la charge du maître d'œuvre sont ceux figurant dans la liste des plans mentionnés au CCTP. Tous les plans complémentaires, correctifs, additifs, indications des réservations complémentaires, etc. sont à la charge de l'entreprise.

Ordre de priorité entre les documents écrits et les documents informatiques :

Au cours de l'exécution du marché, les intervenants seront amenés à s'échanger des informations sous forme informatique (plans, notes, etc.). En cas de contradictions entre documents écrits et informatiques, la MOE précisera l'ordre de priorité qui s'appliquera aux entreprises, même si c'est la disposition la plus onéreuse et contraignante.

Les documents informatiques seront matérialisés à la demande du MOA, du MOE ou du Contrôleur Technique sous format papier, au nombre d'exemplaires au choix du MOA, du MOE ou du Contrôleur Technique.

*Précisions

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents énumérés ci-dessous qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage. Par conséquent, ce dernier peut à tout moment exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que celui-ci ne peut s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une remise en cause du prix global et forfaitaire ou des délais contractuels.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants:

- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du titulaire : La DPGF n'est considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et des travaux modificatifs. Elle ne peut donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché
- L'ensemble des éléments remis dans le cadre de négociations, tels que complément de mémoire technique, lettre en réponse, sous-détail de prix
- Les sous-détails des prix unitaires et décompositions de prix éventuellement demandés par le maître d'ouvrage et utilisés pour la détermination des prix nouveaux.
- Le candidat s'engage dans son offre globale et forfaitaire à porter les risques structurels des planchers, au regard de l'ensemble des diagnostics fournis dans le DCC final.

Les pièces générales :

Les documents applicables sont ceux, ci-après, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article « Mois d'établissement des prix du marché » :

- Le code de la commande publique,
- Le code de la construction et de l'habitation,
- Le code de l'urbanisme,
- Le code de l'environnement
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvés par arrêté du 30 mars 2021,
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	14 / 69

5

des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de cette circulaire,

- Les fascicules des Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés de travaux du bâtiment passés au nom de l'Etat et de ses annexes,
- Les Cahiers des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et les cahiers des charges associés,
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S. – D.T.U.),
- En l'absence du C.C.S. – D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment - Les Normes Européennes et Françaises (CEN) homologuées et éditées par l'AFNOR - Les recommandations professionnelles Règles de l'Art Grenelle de l'environnement du programme PACTE,
- Les Avis Techniques en vigueur,
- L'arrêté du 19 décembre 2011 et le décret 2011-610 du 31 mai 2011 relatifs au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments.

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent marché. Les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois de la remise de l'offre. Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du Titulaire.

ARTICLE 3 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

3.1 : CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

A CONTENU DES PRIX

Le marché est conclu sous **la forme de prix global et forfaitaires** sur l'ensemble du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées et les sous-détails **des prix unitaires pour l'activation de la clause de réexamen**.

En dérogation à l'article 9.1, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- des conditions de fondations et de mise en œuvre du génie civil résultant de la nature du sol et du sous-sol
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- des conditions d'intempéries et autres phénomènes naturels
- des coûts de desserte du chantier, l'amenée ou le raccordement des fluides et énergie (eau, électricité, énergie primaire, téléphone) ainsi que l'évacuation des eaux quelles que soient leurs origines,

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	15 / 69

5

- des coûts d'exploitation et de consommation en phase chantier (eau, électricité, énergie primaire, téléphone), etc.
- des coûts et délais de réalisation des études et sondages complémentaires éventuels nécessaires à l'établissement des documents d'études,
- de l'ensemble des incidences financières résultant des réserves émises lors de la délivrance de l'arrêté de permis de construire ainsi que les autorisations ou déclarations au titre de loi sur l'eau,
- de l'ensemble des sujétions ou compléments de prestations nécessités par le respect des délais tant pour la phase conception que pour la phase « réalisation ». Ces sujétions comprennent notamment celles relatives au préchauffage du chantier pour les travaux intérieurs, après clos et couvert, en tant que de besoin, eu égard à l'avancement des travaux,
- des charges financières relatives aux exigences du contrôleur technique ;
- des sujétions liées à l'intervention de prestataires extérieurs commandées par le maître d'ouvrage dans l'emprise du chantier pour des raisons de fonctionnement et de sécurité,
- des sujétions liées à l'intervention de prestataires chargés par le maître d'ouvrage de la mise en place d'équipements et de mobiliers durant la phase de parachèvement et avant réception
- des frais nécessaires aux essais et épreuves prévus par le présent CCAP ou par le programme , notamment ceux afférents à l'éventuel délivrance du certificat CONSUEL sur tous les travaux de mise en œuvre de réseaux et de matériels électriques, ainsi que la vérification initiale des installations électriques en application du règlement de sécurité et du code du travail (décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 modifié par les décrets n°95-608 du 6 mai 1995 et n°2001-532 du 20 juin 2001) et des normes NFC 15-100 et NFC 13-200,
- de la prise en charge de la coordination du système de sécurité incendie (SSI) et de la rédaction du dossier d'identité du SSI,
- de l'ensemble des dispositions relatives au respect de la réglementation actuelle notamment en ce qui concerne le code du travail ou du code de la construction,
- de l'ensemble des dispositions, ouvrages temporaires ou définitifs nécessaires à la prévention des accidents sur le chantier ou au cours de l'exploitation ultérieure de l'ouvrage et préservant l'accès aux bâtiments environnants. De la même manière, sont concernées les dispositions relatives à la propreté (évacuation permanente des gravats et autres déchets),
- des prescriptions du CSPS qui s'imposeront sans délai, ainsi que celles des organismes officiels tels l'inspection du travail, la CARSAT ou l'OPPBTP,
- des frais de coordination relatifs au groupement y compris la mission «synthèse»,
- des assurances (PUC sans dommages ouvrages, TRC, RC),
- de la confection du panneau de chantier qui sera mis en place dès l'ouverture du chantier pour indiquer la nature de l'ouvrage avec notamment les noms et adresses comme indiqué dans le présent CCAP,
- de la confection de la signalétique liée au chantier et de la signalisation routière provisoire (verticale et horizontale),
- de la confection du panneau d'affichage du permis de construire,
- des présentations d'échantillons, prototypes, locaux témoins (logement Type T1, parties communes, etc.),
- des sujétions d'organisation qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'état,

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	16 / 69

5

- et, d'une manière générale, de toutes les dépenses prévues à l'article 10 du CCAG Travaux,
- de la formation des utilisateurs,
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages,
- Ainsi que tous les éléments mentionnés à l'article 11 du présent CCAP
- En dérogation à l'article 34.1, les dégradations causées aux voiries publics sont uniquement et intégralement supportées par le titulaire.

Les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses sous-traitants.

Le Titulaire devra installer à ses frais les clôtures de chantier et de l'écran sanitaire en interface avec la voirie et les immeubles mitoyens, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les éléments ou matériels nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

Le Titulaire est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Le Titulaire doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et mises en état incombent au constructeur, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Le titulaire doit un gardiennage diurne et nocturne dès le démarrage des travaux, l'OS de démarrage des travaux faisant foi et ce jusqu'au trimestre qui suit la réception des travaux. Dans le cas où il intervient sur la voie publique pour l'exécution de ses travaux, le constructeur doit le gardiennage sur la voie publique, sur les voies privées de l'établissement et, le cas échéant, à l'intérieur des bâtiments, pour la protection des passants ou des occupants. Le Titulaire doit également la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

Il doit l'entretien et le maintien en bon état de toutes les protections et clôtures installées. Il doit l'entretien de tous les locaux, équipements techniques et du mobilier de la base-vie

Le Titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir pris pleine connaissance du programme et de tous les documents utiles à la conception des ouvrages et à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages, des réseaux techniques existants et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec la conception des ouvrages et l'exécution des travaux,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions de conception et d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	17 / 69

3

pistes de chantiers, etc.)

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du contrôleur technique, du coordinateur SPS le cas échéant, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (services déconcentrés de l'Etat, ABF et CAUE, Service des collectivités locales, Service des Eaux, ERDF, GRTGAZ, Services de sécurité, de télécommunication, câble télédistribution, etc.)
- Avoir pris en compte les dispositions particulières relatives à la conduite du chantier et des travaux afin de maîtriser au strict minimum les nuisances, tant vis-à-vis de l'environnement, que vis-à-vis des riverains ainsi que des personnels travaillant sur le site.
- Avoir pris en compte les conditions d'utilisation des voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Le Titulaire devra en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à ses frais.

B CARACTERE DU PRIX

Le marché est un marché à prix global et forfaitaire. Le prix du marché s'entend pour les travaux terminés suivant les règles de l'art. Il ne sera accordé aucun supplément pour erreur ou omission quantitative.

Le règlement du poste "installation de chantier" figurant à la décomposition du prix global forfaitaire s'effectue à raison de 70 % à leurs installations et le solde après leur enlèvement mise en état des lieux de leur installation.

C TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES ET TRAVAUX MODIFICATIFS

En application de l'article L2194-1 de la commande publique, le marché pourra faire l'objet de modification de travaux, de références et/ou de matériaux. Ces modifications seront formalisées comme suit :

Le marché étant à prix global forfaitaire, le montant des travaux reste intangible et ne saurait être modifié s'il s'avérait en cours d'exécution de travaux, que les quantités sont supérieures ou inférieures à celles qui ont été retenues par le Titulaire lorsqu'il établit son prix.

Tous les travaux supplémentaires et travaux modificatifs feront l'objet de fiches de vérification établies et visées pour accord ou refus par l'AP-HP.

L'AP-HP est habilité à demander, en tant que de besoin, au Titulaire le complément d'études de projet nécessaire pour évaluer les conséquences des demandes de modifications.

Lorsque ces études se limitent à des devis estimatifs, leur rémunération est réputée incluse dans le prix global et forfaitaire du marché et leur montant n'est pas comptabilisé au titre des dispositions des articles 14 et 15 du CCAG Travaux.

Lorsque le Titulaire considère que l'évaluation des conséquences de demandes de modifications ne peut être mesurée qu'après des études complètes ou d'un montant supérieur au seuil décrit ci-dessus, il en informe le maître d'ouvrage. Ces études font alors l'objet d'un devis et d'une décision du maître d'ouvrage préalable à leur exécution, à l'instar des dispositions prévues en matière de travaux modificatifs.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux études de synthèse dont la rémunération est

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	18 / 69

réputée inclure la gestion des travaux modificatifs.

On entend par travaux modificatifs, toute modification ou accroissement des travaux tels qu'initialement définis au programme et dont la réalisation serait demandée par le Maître d'ouvrage postérieurement à la signature du contrat mais préalablement à la réception des travaux.

Ni le Maître d'ouvrage, ni le Titulaire ne peuvent unilatéralement modifier la nature et la consistance des travaux.

Le Maître d'ouvrage s'engage à faire toute diligence pour avertir le plus rapidement possible le Titulaire des éventuels travaux modificatifs envisagés. Le Maître d'ouvrage utilisera pour cela la fiche FTM.

En tout état de cause les travaux modificatifs demandés devront rester conformes aux autorisations administratives.

Dans le cas où le Maître d'ouvrage désirerait faire exécuter des travaux modificatifs, il devra s'adresser au Titulaire qui appréciera sous 5 jours calendaires si les modifications demandées sont réalisables.

Pour cela le Titulaire précisera :

- les motifs sérieux et légitimes qui feraient obstacle à la réalisation de ces travaux modificatifs, compris les difficultés techniques d'exécution ou les empêchements administratifs ou ceux résultant des contraintes du Planning,
- les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux modificatifs,
- si des études préalables sont nécessaires, leur coût prévisionnel et leur délai d'exécution,
- le délai dans lequel il pourra faire une proposition de réalisation des Travaux Modificatifs.

Si les travaux modificatifs ne nécessitent pas d'études préalables, le Titulaire établira alors dans les 8 jours ouvrés à la suite de la demande un devis détaillé, ainsi que les incidences de natures techniques et l'incidence des travaux sur le délai s'il y a lieu.

Par dérogation à l'article 9.3.4 du CCAG travaux, si les travaux modificatifs demandés nécessitent la réalisation d'études de faisabilité, le Titulaire établira alors dans les 5 jours ouvrés un devis relatif à ces études. Il comprendra tout élément graphique nécessaire à sa compréhension et descriptif claire des prestations qui seront réalisées (notice technique et explicative).

Le prix proposé dans le devis prendra comme référence les prix unitaires de la DPGF (Décomposition de Prix Global et Forfaitaire) du contrat.

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G, la diminution limite de la masse des travaux pour un marché forfaitaire est portée à 15 % de la masse initiale.

D Décisions de poursuivre

La décision de poursuivre est un acte unilatéral signé par le seul Maître d'ouvrage et reprenant les ordres de service valorisés signés depuis le démarrage du chantier.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	19 / 69

Elle a pour objet de permettre l'exécution et le paiement des prestations au-delà du montant initial du marché, dans la limite d'une augmentation de 15%.

La décision de poursuivre, comme l'avenant, modifie le montant initial du marché. En dérogation à l'article 14.1 du CCAG Travaux, le « montant contractuel des travaux » est le montant du marché initial auquel s'ajoute le montant des avenants et des décisions de poursuivre.

En dérogation à l'article 14.2.2 du C.C.A.G Travaux portant sur les changements de besoins ou de conditions d'utilisation, le seuil de 10 % est porté à 15 %.

En dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G Travaux relatif à l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel, l'augmentation limite fixée au dit article est portée de 5% à 15 % du montant contractuel du marché.

E Sous détail de prix unitaires et de prix nouveaux

A la première demande du Maître d'ouvrage, le Titulaire fournira sous 5 ou 8 jours ouvrables les sous détails de prix unitaires qui lui seront demandés afin de définir l'économie des prix du marché.

Chaque sous détail de prix unitaires devra être justifié à la demande du Maître d'ouvrage.

3.2 : VARIATION DES PRIX

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG TRAVAUX, les prix du marché sont révisables dans les conditions définies ci-après :

3.3 : MODALITES DE REVISIONS DES PRIX

A FORMULE DE REVISION

Le coefficient de révision C_n applicable est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_m/I_{m0})$$

Dans laquelle I_{m0} et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence I, tel que défini précédemment au mois « mo » et au mois « m ».

Valeur de m :

- m = le mois de remise des prestations en phase « étude » ou le mois d'exécution des prestations en phase « réalisation » ;
- m_0 = le mois d'établissement des prix figurant à l'acte d'engagement (M_0).

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

B CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des prestations sont les suivants :

- L'index ING (missions ingénierie et architecture) pour les missions de conception
- L'index BT 01 y compris pour les études d'exécution et les frais de coordination.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	20 / 69

Les index sont publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

C REVISION PROVISOIRE

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4 : REGLEMENT DES COMPTES

A PERIODICITE ET EXIGIBILITE DES ACOMPTES :

Phases	Date d'exigibilité de l'acompte	Modalité de fractionnement de l'acompte	Date de révision de l'acompte
Elaboration des dossiers de demandes d'autorisation administratives (permis de construire, permis de démolir et autres demandes d'autorisations administratives) NB – Détail par Prestation/autorisation dans DPGF	Date de remise du dossier de demande	50 % du montant de l'élément	Mois de remise du dossier
	Date de dépôt du Dossier	30 % du montant de l'élément	Mois de remise du dossier
	Date d'obtention des autorisations	20 % du montant de l'élément	Mois de remise du dossier
Etudes d'Avant Projet Définitif (APD), dont certification environnementale	Date du dossier APD	70 % du montant des études d'APD	Mois de remise des études d'APD
	Date de transmission des observations sur l'APD	30 % du montant des études d'APD	Mois de remise des études d'APD
Etudes de Projet (PRO), dont certification environnementale	Date de remise du dossier Projet	70 % du montant des études de projet	Mois de remise des études de projet
	Date de validation	25 % du montant des études de projet	Mois de remise des études de projet
	Date de l'obtention de la certification conception	5 % du montant de l'élément	Mois de réception du certificat
Etudes d'exécution et de synthèse	Fin de mois	Acompte mensuel au prorata de la durée de l'élément dans le calendrier d'exécution	Mois d'exécution de la prestation correspondant à l'état d'acompte

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	21 / 69

Réalisation des travaux et examen de la conformité des études d'exécution (VISA), dont certification environnementale	Fin de mois	Acompte mensuel au prorata de l'avancement des travaux, de la durée de l'élément dans le calendrier d'exécution pour l'entreprise mandataire, le Titulaire, le BET Avec en montant global maximum de 95 % du marché au dernier acompte	Mois de réalisation des travaux correspondant à l'état d'acompte
Assistance aux opérations de réception (AOR), dont certification environnementale	Date de réception	25 % à la réception	Mois de réception
	DOE	25 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés	Mois de remise du DOE
	Levée des réserves	50% à la levée de la dernière réserve Avec en montant global maximum de 99 % du marché	Mois d'exécution de la levée de la dernière réserve
Assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)°	A l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement	Acompte unique, à la dernière fiche GPA levée. 100 % du marché	Date de fin GPA

B PAIEMENT DES COTRITAINTS ET DES SOUS-TRAITANTS

➤ Désignation des sous-traitants en cours de marché

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance. Le document permettant la déclaration d'un sous-traitant est le DC4 qui doit être fourni à l'AP-HP. En l'absence de réponse de l'AP-HP, et après 21 jours suivant l'envoi du DC4, la demande de sous-traitance est considérée comme acceptée.

Un tableau de suivi des sous-traitances par cotraitant sera établi par le Titulaire. Il reprendra les montants sous-traités, la date de réception des demandes d'agrément et la date de réception de l'acceptation. Il précisera également la part restante par cotraitant.

L'acte spécial indique :

- la nature précise et détaillée ainsi que le montant des prestations sous-traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant - les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - la date (ou le mois) d'établissement des prix

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	22 / 69

- les modalités de mise à jour du prix
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses
- la personne habilitée à engager la société titulaire du marché et la société sous-traitante (article R2193-1 du code de la commande publique)
- le compte à créditer du sous-traitant
- le comptable assignataire des paiements

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial les pièces prévues au formulaire DC4.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes : assurances, déclarations fiscales et sociales et tous documents justifiant des aptitudes professionnelles du sous-traitant.

Pièces justificatives obligatoires à fournir :

Formulaire DC 4 dûment signé de la personne autorisée de la société titulaire et du sous-traitant (1 ex.)

NOTI2 ou impôt et URSSAF du sous-traitant

Kbis sous-traitant (moins de 3 mois)

Relevé d'identité bancaire ou postal original (*obligatoire en cas de paiement direct*) (original 1 ex.)

Attestation d'assurance récente garantissant la responsabilité du sous-traitant à l'égard des tiers

Pièces justificatives facultatives :

Déclaration sur l'honneur du sous-traitant (DC2)

Qualifications

Liste des références du sous-traitant en rapport avec l'objet sous-traité

Accusé réception du PPSPS de l'entreprise sous-traitante par CSPS :

Autres : Moyens humains et matériels, caution de sous-traitance, attestation régularité fiscale, délégation de pouvoir.

Le Titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

La demande de désignation de sous-traitance n'est présentée au Maître d'ouvrage que si toutes les conditions présentées sont remplies.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire et à chacun des sous-traitant concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le Titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au Titulaire du marché

Si un sous-traitant veut lui-même confier une partie de la prestation à une entreprise tierce, **il ne pourra pas le faire sans l'accord du Titulaire du marché** qui devra déclarer et faire agréer ce nouveau sous-traitant par le représentant du pouvoir adjudicateur.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	23 / 69

Le sous-traitant de 2e rang ou plus n'aura pas droit au paiement direct.

Il est rappelé au Titulaire que tout agrément d'un sous-traitant ne peut être délivré que pour la durée du marché ; les agréments devront également être renouvelés si besoin et la preuve transmise au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le mandataire devra fournir à chaque demande d'agrément ou de modification d'agrément d'un sous-traitant un tableau de suivi de l'ensemble des actes de sous-traitance (modèle à mettre au point en début d'opération avec l'AP-HP).

➤ **Modalités de paiement direct des cotraitants et des sous-traitants**

- Pour les cotraitants :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

- Pour les sous-traitants :

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le Titulaire et indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Faute de fournir cette attestation, le Titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES - DECOMPTES MENSUEL - DECOMPTES FINALES

4.1 : GENERALITES

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

En dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux, les décomptes mensuels seront présentés par le titulaire du marché selon le modèle agréé par le Maître d'ouvrage.

Les décomptes sont cumulatifs.

Ils sont établis obligatoirement par valorisation des tâches.

Les décomptes présentés devront reprendre la liste des postes du bordereau de prix correspondant avec leurs numéros d'article, l'avancement étant exprimé en pourcentage du montant total de chaque poste.

4.2 : DECOMPTES MENSUELS

Le Titulaire dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés, et éventuellement des approvisionnements livrés sur le chantier. Les décomptes seront présentés

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	24 / 69

selon le modèle fourni par la MOA intégrant le suivi des sous-traitants. Le Titulaire devra joindre aux décomptes mensuels les attestations de délégation de paiement direct et les factures signées des sous-traitants.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement validé par le mandataire seront, conformément à l'article 12.6 du CCAG travaux, transmis sous format dématérialisé au maître d'ouvrage.

Dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des fournisseurs de l'AP-HP (y compris ceux qui n'ont pas l'obligation de dématérialiser leurs factures depuis le 1er janvier 2017).

Le Titulaire doit adresser l'ensemble des factures des co-traitants et sous-traitants sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **Chorus Portail Pro**, à l'adresse **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Le titulaire du marché déposera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **UTILISATION PROGICIEL EDIFLEX - CIRCUIT FACTURATION EDIFLEX**.

Les entreprises doivent transmettre leurs factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant les données de facturation ou en déposant les fichiers pdf (signés ou non signés).

Dans l'hypothèse où le Maître d'ouvrage mettrait en place une solution informatique intégrée de gestion des acomptes se substituant à Chorus, le Titulaire sera alors tenu d'y saisir leur DPGF et leur avancement.

En dérogation à l'article 12.2 CCAG, les demandes d'acompte du mois « m » devront être émises par le mandataire au maître d'ouvrage au plus tard le dernier jour de la première semaine du mois « m+1 ».

Pour les marchés à prix forfaitaires, les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire jointe par l'entrepreneur à son A.E. ou éventuellement celle détaillée en millièmes.

4.3 : ACOMPTES

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le mandataire.

Les acomptes seront mandatés mensuellement d'après les décomptes mensuels intégrant la révision des prix établis par les entrepreneurs.

4.4 : CAS DES APPROVISIONNEMENTS

Sur chantier, en usine ou en atelier, les approvisionnements seront évalués à l'aide des sous-détails des prix unitaires visés à l'article 10.3 du C.C.A.G. et dans les conditions prévues à l'article 10.4 du même document. Ils ne seront pris en compte que dans la limite de 50 % de la valeur calculée sur les prix ci-avant et, sous réserve de production des factures et documents justificatifs.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	25 / 69

S

➤ **Ces acomptes seront délivrés sous les conditions suivantes :**

1°) les ouvrages fabriqués ou préfabriqués ne seront pris en compte que lorsqu'ils constitueront des ensembles terminés prêts à être livrés ;

2°) que sur demande préalable de l'entrepreneur, une constatation aura été faite sur place par le Maître d'ouvrage qui donnera lieu à un procès-verbal de constatation.

L'entrepreneur produira à l'appui de sa demande :

S'il n'est pas fabricant :

Les factures effectivement payées par lui justifiant qu'il a acquis les ouvrages fabriqués ou préfabriqués en toute propriété, une attestation d'assurance contre le vol, le vandalisme et l'incendie garantissant les ouvrages à concurrence de la valeur totale de l'acompte qu'ils engendrent avant abattement précisé ci-après.

3°) Ces acomptes seront évalués :

Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas fabricant :

Suivant les prix unitaires, acceptés par le maître de l'ouvrage, du bordereau spécial d'approvisionnement que l'entreprise devra joindre à son A.E.

Dans le cas où l'entrepreneur est fabricant :

Suivant les prix de fourniture "matériel terminé" de la décomposition du prix forfaitaire qui devra obligatoirement faire apparaître par article :

Le prix de fourniture du matériel terminé, - le prix de transport sur le chantier, Le prix de montage et mise en œuvre, y compris tous travaux accessoires.

Les approvisionnements resteront sous la responsabilité et sous la garde des Entrepreneurs et devront être couverts par les assurances de l'Entrepreneur et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant ces approvisionnements.

4.5 : DECOMPTE FINAL

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte final dans les conditions fixées au CCAG.

Le décompte final identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs, ainsi que la révision. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé par le Trésor Public. Les entrepreneurs doivent en conséquence créer dès le démarrage de l'opération un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en base et révisions, les montants corrigés par le réviseur, et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Avant la présentation du projet de décompte final à la maîtrise d'ouvrage, le Titulaire devra impérativement :

- avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	26 / 69

- avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes spéciaux de sous-traitance
- avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun de ses sous-traitants

4.6 : DECOMPTE GENERAL

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final ci-dessus ;
- la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'œuvre ;
- le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- l'incidence de la *révision* des prix, appliquée sur le montant du solde ci-dessus
- l'incidence de la TVA ;
- l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c, d et e ci-dessus ;
- la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage ou son représentant notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire.

4.7 : DELAI MAXIMUM DE PAIEMENT

En application des dispositions de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions **des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269** du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Pour le délai global de paiement sont pris en compte :

- Pour les factures dues au Titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception du projet de décompte par le Maître d'ouvrage.
- La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

Les demandes de paiement, porteront le nom de l'opération et devront s'effectuer à l'adresse suivante :

ASSISTANCE PUBLIQUE-HOPITAUX DE PARIS
Direction Economique, Financière, de l'Investissement et du Patrimoine (DEFIP)
Département Immobilier & Investissements (DII)
Service de la Maîtrise d'ouvrage
55 boulevard Diderot
CS 22305

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	27 / 69

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement des comptes » du cahier des clauses administratives générales.

Le défaut de paiement dans le délai de 50 jours ci-dessus mentionné fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement par le trésor public, conformément à la réglementation en vigueur.

4.8 : POINT DE DEPART DU DELAI DE PAIEMENT :

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date de réception par l'AP-HP de la demande de versement de l'avance.
- Pour les acomptes dus au Titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par l'AP-HP des projets de décompte et des pièces annexées, qui doivent lui être adressés par tous moyens permettant d'attester une date certaine de leur réception.

Pour le solde, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (Maître d'ouvrage et Titulaire).

La date d'acceptation qui doit impérativement être mentionnée sur le Décompte Général par la partie qui en est le dernier signataire correspond à la date de sa signature.

Le Titulaire doit, au plus tard dans les 30 jours à compter de la notification du décompte général, le transmettre revêtu de sa signature à l'AP-HP par tous moyens permettant d'attester une date certaine à son envoi.

A défaut de toute transmission à l'AP-HP, dans ce délai du décompte général revêtu de sa signature ou des motifs de refus de sa signature, le Titulaire est réputé avoir accepté le Décompte Général, la date d'acceptation correspondant alors au 1er jour suivant le terme de ce délai.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public, c'est-à-dire à la date d'émission de l'ordre de payer à la Banque de France.

ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES

5.1 : DELAIS – DUREE D'EXECUTION

Le délai global d'exécution du marché est fixé dans l'acte d'engagement et ses annexes sur lequel s'est engagé le Titulaire pour la réalisation complète et entière de son marché.

Le délai global d'exécution du marché comprend notamment les délais incompressibles suivants :

- Le délai partiel de remise des dossiers de demande des autorisations administratives (permis de construire et permis de démolir entre autres) fixé au planning,
- Le délai de remise de l'APD fixé à 2 mois
- Le délai de remise du PRO fixé à 4 mois
- Le délai de remise du PRO corrigé fixé à 4 semaines afin de prendre en compte les observations du Maître d'ouvrage,
- En temps masqué, le délai d'obtention de l'autorisation de construire et de purge du recours des tiers et de retrait administratif. Ce délai est compris dans le délai global

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	28 / 69

d'exécution du marché dès lors qu'il ne dépasse pas 8 mois, et se superpose avec les autres délais d'études.

- Le délai de validation des études de conception
- Le délai d'exécution des travaux avec les missions DET et VISA
- La durée légale du temps de travail hebdomadaire
- Les congés payés
- 20 jours d'intempéries
- Le délai de nettoyage général et final du chantier
- Le délai de réception avec la mission AOR
- Le délai de réalisation des travaux fixé par le titulaire du marché à l'article B de l'acte d'engagement comprenant la période de préparation de deux mois minimum, le délai de réalisation des travaux et le délai des opérations préalables à la réception hors GPA.
- Les arrêts de chantier décidés par le Coordonnateur SPS ou l'Inspection du Travail en cas de faute du Titulaire ou de ses sous-traitants,
- Le repliement du matériel, le nettoyage final et général à l'intérieur du bâtiment, sur tous les extérieurs de l'emprise y compris avoisinants proches (voirie etc..) avant réception et la remise en état éventuelle des lieux.

L'offre de prix du Titulaire comprend cette éventuelle période de neutralisation (rappel : il est prévu une clause de révision des prix). Le Titulaire ne pourra pas faire valoir de demande d'indemnisation en cas de démarrage des travaux à une date postérieure à celle prévue initialement, quel qu'en soit la cause, dans cette limite des 8 mois mentionnés ci-dessus.

En cas de rejet ou d'ajournement de la validation des documents d'études Projet, l'AP-HP, le CT et le CSPS disposent, pour donner leur avis après présentation par le Titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus. Ces délais supplémentaires devront s'intégrer dans le délai global qui ne sera pas modifié.

5.2 : POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

Le point de départ de chacune des prestations d'études ou de travaux listées en annexe de l'acte d'engagement sera formalisé par la notification d'un ordre de service par la maîtrise d'ouvrage.

Le point de départ des prestations est formalisé de la façon suivante :

Poste	Prestation	Intitulé	Modalité de démarrage
N°1	Phase n°1.0	Etudes de conception curage démolition déplombage désamiantage	Ordre de service
	Phase n°1.1	Dossiers de demande des autorisations préalables	Ordre de service
	Phase n°1.2	Etudes conception d'Avant-Projet Détaillé	Ordre de service
	Phase n°1.3	Etudes de conception de Projet	Dès la réception des observations sur l'APD sans ordre de service
N°2	Phase n°2.0	Réalisation des préalables (curage démolition déplombage désamiantage)	Ordre de service
	Phase n°2.1	Études d'exécution et études de synthèse	Dès l'approbation du projet sans ordre de service

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	29 / 69



	Phase n° 2.2	Réalisation des travaux y compris dévoiement des réseaux	Ordre de service
	Phase n° 2.3	Assistance aux opérations de réception	Date fixée par l'AP-HP sur demande du titulaire

5.3 : PLANNING ENVELOPPE

Le Titulaire remet dans son offre un planning enveloppe des études de conception et des travaux. Y figurent, définies à l'échelle de la semaine, les informations principales nécessaires au bon déroulement de l'opération (délais de réalisation des dossiers et d'obtention des autorisations administratives, des délais de réalisation des prestations d'études et de travaux par corps d'état,...).

Cet article déroge à l'article 28.2 du CCAG Travaux.

5.4 : CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES ETUDES ET TRAVAUX

Le Titulaire présentera un calendrier détaillé d'exécution des prestations lors de la remise du dossier APD et dossier PRO, en déclinaison du planning enveloppe contractuel (cf. article ci-dessus). Il précisera notamment les délais de toutes prestations d'études, délais administratifs d'instruction des demandes d'autorisations nécessaires, études d'exécution, études de synthèse, remise du PPSPS, délais de la période de préparation de chantier, délais des opérations préalables à la réception, le passage des commissions de sécurité et d'accessibilité, la réception, la remise des DOE provisoires, la remise des DOE définitifs avec comme date butoir la date de fin des levées de réserves et détaillera les interventions des entreprises de travaux par corps d'état.

Ce calendrier fera apparaître l'intervention des différents partenaires du Maître d'ouvrage : le BCT, le CSPS et l'AMO pour la validation du projet notamment.

Le calendrier devra faire apparaître les enchaînements entre tâches par le rattachement graphique à l'achèvement d'une tâche donnée au début de la tâche suivante qu'elle conditionne, ainsi que le (ou les) chemin(s) critique(s) de l'opération.

Cet article déroge à l'article 28.2 du CCAG Travaux.

5.5 : PROLONGATION DES DELAIS

La prolongation du délai global d'exécution du marché s'effectue dans les conditions définies à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Le Titulaire devra faire connaître, par écrit, à l'AP-HP, au plus tard dans un délai de 20 jours ouvrés, tout fait de nature à modifier les dates prévues aux divers calendriers.

Par dérogation au 2ème alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avérant de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, s'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles ou d'un cas de force majeure, le Titulaire pourra proposer à l'AP-HP, dans la huitaine de cette notification, un nouveau projet de calendrier, faute de quoi, l'ancien calendrier conservera toute sa valeur. En cas de travaux supplémentaires, les moyens destinés à limiter les évolutions calendaires feront l'objet de discussions par les parties au contrat.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	30 / 69

5

La grève n'est pas considérée comme difficulté imprévisible ni force majeure.

Pendant la durée du chantier, les jours d'arrêt effectifs devront être consignés chaque semaine sur le compte-rendu de chantier, et seuls les arrêts acceptés par le Maître d'ouvrage seront pris en compte pour proroger éventuellement le délai global d'exécution du marché.

Les travaux modificatifs ne peuvent en principe donner lieu à une prolongation de délais, sauf accord exprès du Maître d'ouvrage notifié par ordre de service du DII. En conséquence, le Titulaire est tenu d'utiliser les moyens et équipes supplémentaires indispensables pour que le délai global d'exécution du marché soit respecté. Ces moyens et équipes supplémentaires sont compris dans le prix du marché.

Tout sinistre se produisant sur le chantier n'est pas considéré comme cas de force majeure pour modifier le délai global d'exécution du marché. Si une entreprise est responsable d'un sinistre, le Titulaire aura à sa charge les conséquences financières directes ou indirectes que subirait le Maître d'ouvrage pour donner suite à ce sinistre.

5.6 : INTEMPERIES

En vue de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 jours ouvrés. La durée du marché prend en compte ce délai.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite définie ci-dessous pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par l'AP-HP au-delà du nombre de journées prévisibles fixées ci-dessus.

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, le Titulaire doit transmettre au Maître d'ouvrage les relevés météorologiques de la station météorologique de PARIS des journées qui n'ont pas été prévues au calendrier d'exécution et qui répondent aux conditions ci-après :

- Intempéries de froid pour le gros-œuvre et la couverture/étanchéité : température inférieure ou égale à -1°C à 8 heures du matin.
- Intempéries de pluie pour le gros-œuvre et la couverture/étanchéité : précipitations supérieures à 15 mm d'eau entre 6 et 18 heures.
- Intempéries de neige pour le gros-œuvre et la couverture/étanchéité : précipitations supérieures à 10 mm d'eau après fonte, couvert neigeux > 5 cm à 8 heures du matin.
- Pour les VRD et les terrassements : gel, neige, pluie ininterrompue pendant 12 heures rendant le terrain inaccessible ou impraticable.

Pour les grues et appareils ou le travail depuis échafaudage : vitesse du vent > 50 km/h en moyenne entre 6h et 18h.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre à la maîtrise d'ouvrage le jour même.

Aucune prolongation de délai due aux intempéries ne sera prise en compte après que les bâtiments auront été mis hors d'air et hors d'eau. Cela s'entend hors travaux de VRD et sur

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	31 / 69

5

échafaudage aux conditions évoquées ci-dessus.

5.7 : RETENUES - PENALITES

Conformément à l'article 19 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le mandataire devra répartir les pénalités entre les cotraitants selon leurs responsabilités. A défaut le mandataire subit sur ses créances les pénalités nettes de taxes dont les montants par jour de retard sont fixés ci-après.

A PENALITE PHASE ETUDES

Pour toutes les phases d'études, il sera appliqué une retenue de 1500 € par jour calendaire de retard dans le dépôt ou la remise des documents, pour lesquels un délai d'exécution partiel ou une date limite ont été fixés.

Ces retenues sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage ou par son représentant sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

B PENALITE PHASE TRAVAUX

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux concernant le montant de la pénalité, en cas de retard dans l'exécution des travaux, pour lesquels un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée, il est appliqué une retenue par jour calendaire de 1 / 2 000ème du montant global du marché.

C DELAIS ET PENALITES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les documents fournis après exécution sont remis à la date de réception du bâtiment.

Le non-respect de l'alinéa précédent donne lieu au paiement d'une pénalité de 500 € qui sera appliquée par jour calendaire de retard. Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage ou son représentant, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

D PENALITES POUR RETARD DANS LA LEVEE DES RESERVES DE PARFAIT ACHEVEMENT ET GPA

Dans le cas où le Titulaire n'aura pas remédié aux imperfections ou malfaçons notées contradictoirement lors des opérations de réception, dans les délais que les parties ont fixés lors de la réception, des pénalités de retard seront appliquées comme suit :

1/3000^{ème} du montant global du marché par jour calendaire de retard et par réserve en application de l'article 19 du CCAG travaux

E PENALITE POUR NON-REMPLACEMENT DES PERSONNES DESIGNÉES

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, en cas de non-remplacement d'une personne désigné par le Titulaire après notification du marché et validé par ordre de service par le Maître d'ouvrage, le Titulaire encourt une pénalité de 500 euros par jour calendaire de retard. Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par la maîtrise d'ouvrage.

F PENALITE POUR NON-OBTENTION DES CERTIFICATIONS CONTRACTUELLES (Certification NF Habitat HQE)

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	32 / 69

Le Titulaire ne peut être tenu responsable du retard du certificateur sauf si le titulaire a une responsabilité dans ce retard.

La non obtention des certifications contractuelles, ainsi que les niveaux de performances associées prévus dans l'offre finale, donne lieu au paiement d'une pénalité de 1000 € qui sera appliquée par jour calendaire de retard par « avis non certifié » prononcé par le certificateur (certificat...). Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage ou son représentant, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure. Ces pénalités de retard s'appliquent pour les 2 phases de certification :

- Certification conception : le retard commence à partir de la date de validation du maître d'ouvrage du dossier PRO (avec ou sans réserve)
- Certification réalisation : le retard commence à partir de la date de réception de l'ouvrage.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait pas remis le certificat au maître de l'ouvrage, dans les 09 mois calendaires qui suivent la date de la réception de l'avis prononcé par le certificateur, la pénalité de non obtention sera de 1 % du montant total des travaux HT.

G PENALITE POUR NON REMISE OU RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS

Pour toute la phase de travaux, il sera appliqué une retenue de 1500 € par jour calendaire de retard dans le dépôt ou la remise des documents, pour lesquels un délai d'exécution partiel ou une date limite ont été fixés.

Ces retenues sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage ou par son représentant sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

H AUTRES PENALITES

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier et prescriptions relatives à la sécurité sanitaire	Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 1000€
Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne	Par jour calendaire et par infraction constatée : 1000€
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation et tout autre seuil convenu avec le maître d'ouvrage avant le démarrage du chantier	Par jour calendaire : 1000€
Dépôt de matériels, matériaux, terres, gravais en dehors des zones prescrites	Par jour calendaire et infraction constatée : 1000€
Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et matériels de construction, des deux locaux témoins et des appareillages fournis par le Titulaire	Par jour calendaire : 1000 €
Retard dans le nettoyage du chantier	Par jour calendaire : 1000 € (nettoyage général des locaux avant la réception finale) et nettoyage régulier en phase de réalisation
Retard dans le nettoyage de la base vie	Par jour calendaire : 500 € (nettoyage général des locaux et nettoyage régulier pendant toute la phase de chantier)

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	33 / 69



Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier	Par jour calendaire : 1000 € (évacuation journalière des gravois dans le bâtiment et enlèvement régulier des gravois hors zone chantier afin de garder un bâtiment en parfait état de propreté).
Absence du Titulaire du marché à une réunion de chantier, réunion de maîtrise d'ouvrage, visite de chantier	Pour chaque infraction constatée : 500 €. Un retard supérieur ou égal à 30 minutes pourra être assimilé à une absence.
Défaut de dispositifs de nettoyage et décrochage des engins avant sortie du chantier	Par infraction et par jour calendaire : 1000 €
Défaut de dispositifs de nettoyage sur les voiries endogènes et exogène du chantier suite au constat de divers dépôts constatés	Par infraction et par jour calendaire : 1000 €
Non-respect des exigences du Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé	Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 1000 €
Non-respect des exigences du Bureau de Contrôle sur injonctions émises	Pour chaque injonction émise et par jour calendaire : 1000 €
Non-respect des exigences de l'équipe opérationnelle d'hygiène (EOH) du site	Pour chaque infraction et par jour calendaire : 1000 €
Faillie et dysfonctionnement dans le système de sécurité de contrôle d'accès au chantier.	Pour chaque infraction et par jour calendaire : 1000 €
Surface utile manquante	Par mètre carré entier manquant par local selon tableau des surfaces programme amendé éventuellement par le cahier des écarts : 3000 €
Présence de personnel d'une entreprise sous-traitante non agréée	Eviction automatique et immédiate de l'entreprise sous-traitante et 20000 € par infraction constatée
Utilisation du téléphone portable pendant les réunions de chantier et autres réunions	100 € à déduire sur le montant total TTC par infraction
Stationnement en dehors des zones autorisées sur le chantier	100 € à déduire sur le montant total TTC par infraction
Stationnement de véhicule sur des espaces non autorisés de la voie publique et dans l'emprise du chantier	500 € à déduire sur le montant total TTC par infraction
Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives	500 € à déduire sur le montant total TTC par infraction
Dépôt de déchets dangereux en dehors de la benne prévue à cet effet	300 € à déduire sur le montant total TTC par infraction
Pollution de l'eau ou du sol (fuite d'hydrocarbures, etc.)	1000 € es à déduire sur le montant total TTC par infraction

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	34 / 69

Brûlage sur place	1 000 € à déduire sur le montant total TTC par infraction
Matériel de chantier ne permettant pas de réduire les nuisances	150 € à déduire sur le montant total TTC par infraction et par jour
Non atteinte du pourcentage de valorisation visé pour les déchets du chantier	100 000 € à déduire sur le montant total TTC à fin de chantier
Absence de résultat ou résultat non conforme de test d'étanchéité à l'air du bâtiment	1000 € à déduire sur le montant total TTC par jour calendaire à compter de la réception

I CUMUL DES PENALITES

Les pénalités décrites au présent CCAP sont nettes et cumulables.

J REPARTITION DES RETENUES ET PENALITES

Pour l'application des retenues, le Titulaire fera son affaire de la répartition des montants au sein du groupement, qu'il soumettra au Maître d'ouvrage. En cas de désaccord persistant entre les membres du Titulaire, les retenues seront intégralement imputées suivant la proposition du mandataire.

K RESTITUTION DES RETENUES

Les retenues seront ou pourront être levées, si à la fin de la construction, le Titulaire parvient à récupérer son retard et à livrer l'ouvrage dans les délais prévus au chapitre IV du présent CCAP et si le Maître d'ouvrage considère que le retard sur la phase de conception n'a pas porté atteinte à son organisation ou à ses intérêts, au stade du décompte général.

L TRANSFORMATION DES RETENUES EN PENALITES

Dans le cas où le Titulaire ne parviendrait pas à récupérer son retard et à livrer l'ouvrage dans les délais prévus, les retenues seront transformées en pénalités définitives au stade du décompte général. Les pénalités sont révisables.

ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 : RETENUE DE GARANTIE

Le Maître d'ouvrage appliquera au(x) cotraitant(s) chargé(s) des travaux une retenue de garantie d'un montant égal à 5% du montant TTC du marché.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée, à tout moment de l'exécution du marché, par une garantie à première demande à hauteur de 100% du montant de la retenue, dans les conditions prévues à l'article R2191-38 et suivant du code de la commande publique. La caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

Le remboursement de cette retenue de garantie interviendra conformément à l'article R2191-35 du code de la commande publique au plus tard trente jours après l'expiration du délai de garantie

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	35 / 69

de parfait achèvement ou un mois après la date de levée des réserves le cas échéant.

6.2 : AVANCE

Si le Titulaire a demandé, dans l'acte d'engagement, le bénéfice de l'avance forfaitaire ; celle-ci sera versée en application des articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique. Le versement de l'avance est conditionné par la transmission d'une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Le Titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé à la directrice d'ACHAT et au conducteur d'opération de l'AP-HP et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

L'avance est celle définie au CCAG travaux option A. Le montant de l'avance sera égal à 20% pour les petites et moyennes entreprises et de 5% pour les autres entreprises d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65%) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le Titulaire et, à ceux exécutés par chaque sous-traitant déclaré à paiement direct dans l'Acte d'Engagement.

Les modalités de détermination du montant des avances et des remboursements s'appliquent alors respectivement au montant des travaux exécutés directement par le Titulaire et par chaque sous-traitant dans les douze mois suivant la notification du marché.

6.3 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Il est fait application de l'article 4.2 du CCAG Travaux et R.2191-45 et suivant du code de la commande publique.

6.4 : AVANCE SUR MATERIEL

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée au Titulaire.

ARTICLE 7 : EXECUTION DU MARCHE : CONCEPTION

7.1 : DIRECTION D'EXECUTION ET VISA DES DESCRIPTIFS ARCHITECTURAUX ET TECHNIQUES DES LOTS SOUS-TRAITES

Le titulaire du marché de conception-réalisation a la responsabilité de concevoir, diriger, coordonner et réaliser les travaux conformément au programme et à l'offre rendue contractuelle pour l'opération définie à l'article 1.1 du présent CCAP.

Le titulaire du marché de conception-réalisation doit constituer une cellule de visa interne au groupement. Le groupement est invité à désigner au sein de l'équipe une personne physique

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	36 / 69

nommée **directeur d'exécution (DIREX)**. Ce Directeur d'exécution (ou chaque cotraitant si le groupement est en mesure d'assurer une cohérence globale) a la responsabilité de donner le visa au sens de l'article R2431-15 du code de la commande publique sur tous les documents d'exécution et plans de synthèse.

Il est chargé pendant toute la durée du marché du « suivi des études d'exécution, de synthèse et SSI ».

Il sera l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage de l'AP-HP, du CT et du CSPS.

Il est responsable de la cellule de synthèse. A ce titre, tous les documents (plans d'exécution, plans d'implantation des terminaux, plans de synthèse, notes de calcul...) seront assortis d'un « Visa » (Visa du Directeur d'Exécution).

Le groupement s'assurera que ces documents :

- respectent les dispositions du présent marché de conception-réalisation et sont conformes au projet établi par le Titulaire et approuvé par le maître de l'ouvrage,
- n'appellent pas d'observations particulières du CSPS,
- ne comportent pas d'observations ou avis défavorables de la part du Contrôleur technique.

Le groupement devra informer le maître de l'ouvrage de toutes propositions du Titulaire de modification du marché de conception-réalisation.

Ces documents sont ensuite transmis à l'AP-HP et au CT.

Le CT, dont la mission est connue du titulaire, s'assure que les plans sont conformes aux règles de l'art, au marché pour ce qui le concerne, et ne comportent ni erreurs ni omission.

L'AP-HP peut émettre des avis ou réserves par écrit. Ses avis ou réserves ne dispensent pas le titulaire de son obligation de réalisation d'un ouvrage conforme aux dispositions du contrat.

La mission de contrôle de l'AP-HP n'est pas la mission VISA de la loi MOP et ses textes d'application, ni le visa de l'article 29.1.2 du CCAG travaux.

Le groupement visé ci-dessus assurera :

- l'organisation et la direction des réunions de chantier interne au groupement au minimum hebdomadaire, la rédaction et la diffusion des comptes rendus ; l'AP-HP sera destinataire de ces comptes rendus pour information.
- la participation aux réunions de conception-réalisation avec l'AP-HP, le CT, le CSSI et le CSPS au plus une fois toutes les 4 semaines pendant le poste n° 1 conception et chaque semaine pendant le poste n° 2 travaux ;
- le contrôle des décomptes mensuels et l'information régulière de l'AP-HP de l'état d'avancement des travaux, des prévisions de travaux et de dépenses.

Par ailleurs, les descriptifs architecturaux et techniques des travaux confiés à des sous-traitants du Titulaire font obligatoirement l'objet d'un VISA préalable du représentant des concepteurs, membre du groupement de conception-réalisation.

7.2 : DOSSIERS DE DEMANDES D'AUTORISATION ADMINISTRATIVES

A OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

La mission du Titulaire porte sur la totalité des autorisations administratives nécessaires au déroulement complet de l'opération.

Il est à la charge du Titulaire d'identifier, au regard des exigences de la réglementation (notamment,

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	37 / 69

code de l'urbanisme, de la construction, de l'environnement, etc.), l'ensemble de ces autorisations et leur enchainement logique, et d'initier des contacts avec les autorités concernées.

Il identifiera toutes les études complémentaires obligatoires et les réalisera à ses frais (Etude du cas par cas, ESSP, diagnostic « déchets », ...).

Dès le début de sa mission, le Titulaire prépare toutes les pièces nécessaires au dépôt des demandes d'autorisation, et les soumet à l'approbation et à la signature du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est seul responsable de la constitution, y compris à travers les phases de pré-instruction auprès des services administratifs compétents, et dans les délais permettant le respect du calendrier, des éléments complets de dossiers relatifs aux autorisations administratives qui sont nécessaires à la signature desdits dossiers par le Maître d'ouvrage puis au dépôt des demandes d'autorisations.

Le Titulaire remettra les dossiers des autorisations préalables (Etude du cas par cas, ESSP, permis de construire, permis de démolir, installations classées le cas échéant, plan de retrait amiante, ...) en tenant compte des observations faites par la commission d'attribution, l'AP-HP, le CT, le CSPS et de la mise au point du marché. Le titulaire répondra au tant que de besoin à toute question soulevée dans le cadre de l'instruction, et produira tout dossier complémentaire ou modificatif exigé.

Le Titulaire doit recueillir auprès des services concernés et concessionnaires des informations utiles en vue du raccordement de l'équipement en termes de voirie et réseaux, hors réseaux primaires. Il effectuera toute démarche administrative utile ou demande d'autorisation pour la construction (services en charge de la sécurité, services instructeurs du permis de construire, assainissement et traitement des déchets...).

Sont également compris dans la mission du Titulaire :

- L'assistance pour les renseignements spécifiques au dossier de permis de construire et dossier d'installations classées le cas échéant,
- L'assistance au Maître de l'Ouvrage pour l'exposition et la défense éventuelle de ces dossiers,
- Le risque de recours des tiers sur le Permis de construire est à la charge du Maître d'Ouvrage sauf si une erreur est imputable au groupement.
- La fourniture des renseignements complémentaires réclamés pour l'instruction lorsqu'ils relèvent de la compétence du Titulaire-réalisateur,
- L'assistance dans les relations de voisinage.

Le fait pour le Titulaire de déposer des dossiers auprès des autorités compétentes ne constitue pas un accord du maître d'ouvrage sur les éléments des dossiers. Ces derniers devront être conformes aux pièces contractuelles énumérées au chapitre II du présent CCAP, sous peine de devoir être repris ultérieurement.

Le Titulaire prend à sa charge les frais relatifs à l'affichage réglementaire des autorisations administratives obtenues. Les conséquences, notamment financières, de l'arrêt, suspension ou retard du projet lié à l'affichage du permis et à la gestion du délai de recours, seront intégralement supportés par le Titulaire.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	38 / 69



B ÉCHEC OU RETARD DANS L'OBTENTION DES AUTORISATIONS NECESSAIRES A LA CONSTRUCTION (ETUDE DU CAS PAR CAS, PERMIS DE CONSTRUIRE, GE2, I.C.P.E. ET AUTRES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES, ETC.)

En cas de retard dans l'obtention d'une autorisation administrative ou d'un refus de délivrance d'une autorisation administrative pour une cause non imputable au Titulaire, la Date Contractuelle de Fin des Travaux est prorogée en application de l'article 5.1 du présent CCAP, dans les conditions financières qui y sont précisées.

En cas de refus de délivrance d'une autorisation administrative, les Parties se rencontrent dans les plus brefs délais afin de déterminer si une nouvelle demande d'autorisation peut être déposée.

- Si ce refus rend impossible de manière irrémédiable la réalisation de l'Ouvrage, le Contrat pourra être résilié par l'AP-HP à la date du refus définitif de délivrance de l'autorisation.
- Si ce refus ne fait pas obstacle de manière irrémédiable à la réalisation de l'Ouvrage, le Titulaire entamera, dans les meilleurs délais les démarches visant à l'obtention d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas d'un retard dans l'obtention d'une autorisation administrative ou d'un refus de délivrance pour une cause imputable au Titulaire, celui-ci en supportera l'intégralité des conséquences financières directes et indirectes, y compris les surcoûts éventuels liés au retard pris par l'opération, et ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

C RETRAIT ET RECOURS CONTRE LES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

➤ **Recours contre les autorisations administratives**

En cas de recours contre les autorisations administratives visées à l'article 7.2.A ci-dessus, les Parties se rencontrent à la demande de la Partie la plus diligente, dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la connaissance par l'une des Parties du recours ou du retrait administratif, afin d'évaluer les conséquences de la situation. Cette demande est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Une phase de concertation, qui ne peut excéder un délai de deux (2) mois à compter de l'envoi de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception visée à l'alinéa ci-dessus, s'ouvre entre les Parties.

Pendant cette phase de concertation, les Parties examineront conjointement la pertinence du recours et les mesures à prendre dans le cadre de l'autorisation administrative concernée.

Trois cas de figure peuvent dès lors se présenter, sachant que l'AP-HP, le cas échéant conjointement avec le Titulaire, pourra envisager tout autre cas de figure permettant la poursuite du Contrat :

- 1) Si les deux Parties estiment que le recours n'est pas pertinent, l'exécution du Contrat sera poursuivie dans les mêmes conditions en l'absence de mesure de suspension de l'exécution de l'autorisation visée.
- 2) Si l'annulation de l'autorisation administrative intervient et que celle-ci ne fait pas obstacle de manière irrémédiable à la réalisation de l'Ouvrage, le Titulaire entamera, dans les meilleurs délais, les démarches visant à la régularisation de la situation ou à l'obtention d'une nouvelle autorisation. Si toutefois l'annulation de l'autorisation administrative rend impossible de manière irrémédiable la réalisation de l'Ouvrage, l'AP-

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	39 / 69

HP pourra résilier le Contrat, éventuellement sur demande du Titulaire à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'annulation.

3) Si les deux Parties estiment que le recours est pertinent, l'AP-HP pourra résilier le Contrat dans les conditions visées au 7.2.B du présent CCAP selon que le recours est imputable ou non à une faute du Titulaire

4) A défaut d'accord entre les parties quant à la pertinence du recours et des suites à lui donner, l'AP-HP peut soit résilier le contrat, éventuellement sur demande du Titulaire, soit exiger du Titulaire qu'il poursuive l'exécution du Contrat. La décision imposant au Titulaire de poursuivre l'exécution du Contrat lui est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans ce cas, si l'annulation de l'autorisation administrative intervient et que celle-ci rend impossible de manière irrémédiable la réalisation de l'Ouvrage, l'AP-HP pourra résilier le Contrat. Dans cette hypothèse, l'AP-HP prendra à sa charge à compter de la décision de poursuivre, le préjudice subi du fait de l'annulation (notamment les frais liés à la poursuite du contrat).

Toutefois, si l'annulation de l'autorisation administrative intervient et que celle-ci ne fait pas obstacle de manière irrémédiable à la réalisation de l'Ouvrage, le Titulaire entamera, dans les meilleurs délais, les démarches visant à la régularisation ou à l'obtention d'une nouvelle autorisation. Dans cette hypothèse, le Titulaire prendra à sa charge les frais liés à la régularisation ou la demande de nouvelles autorisations si l'annulation découle d'une faute de sa part.

➤ **Retrait administratif**

Dans l'hypothèse où le permis de construire ou une autre autorisation administrative visée à l'article 7.1 ferait l'objet d'un retrait administratif, l'AP-HP pourra résilier le Contrat dans les conditions visées à l'article 18 selon que le retrait est imputable ou non à une faute du Titulaire.

L'AP-HP, pourra également demander au Titulaire de déposer, à sa charge, une nouvelle demande de permis de construire ou d'autorisation.

L'AP-HP pourra en outre, le cas échéant conjointement avec le Titulaire, envisager tout autre cas de figure permettant la poursuite du Contrat.

D RETRAIT ET RECOURS CONTRE LE CONTRAT OU SES ACTES DETACHABLES

En cas de recours dirigé contre le contrat ou un acte détachable du contrat, la partie qui en aura été informé en avisera l'autre sans délai, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en lui communiquant les pièces afférentes au recours.

Les Parties se rencontrent au plus vite à la demande de la Partie la plus diligente pour évaluer les conséquences de la situation dont la pertinence du recours et le risque contentieux qu'il présente pour le contrat, mais également afin de prendre toutes les mesures permettant de limiter les retards et/ou les impacts sur l'exécution des obligations contractuelles au titre du marché.

À l'issue de cette concertation, la Personne Publique pourra décider soit :

- a. de poursuivre l'exécution du Contrat :
- b. de suspendre l'exécution du Contrat
- c. de résilier le Contrat

Sauf décision expresse de l'AP-HP, le Titulaire s'engage à poursuivre l'exécution du contrat.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	40 / 69

Par ailleurs, dès lors que le recours prospérerait et aurait pour conséquence d'entraîner l'annulation définitive de l'acte attaqué, empêchant d'une manière définitive l'exécution du Contrat ou de ses actes détachables, l'AP-HP notifie au Titulaire sa décision de prononcer la résiliation du Contrat.

Les conséquences, notamment financières, de l'annulation ou de la résiliation du contrat ou de l'annulation de l'acte détachable, ou encore du retard du projet en raison de la suspension de l'exécution du contrat seront intégralement supportées par le Titulaire sans qu'il puisse prétendre à une quelconque indemnité en cas de faute avérée de ce dernier.

Elles seront supportées par les deux parties au contrat au prorata en cas de faute partagée.

➤ **PHASE 1.1 : ETUDES DE CONCEPTION DE NIVEAU APD**

Ces études permettront de :

- Intégrer l'ensemble des observations liées à la mise au point du marché le cas échéant
- Confirmer le respect des contraintes du programme fonctionnel et les réglementations inhérentes à la construction (incendie, urbanisme, accessibilité, acoustique, etc..)
- Préciser et mettre au point la solution organisationnelle, architecturale et technique retenue présentant l'aspect extérieur des ouvrages et leurs volumétries intérieures, la composition générale en plan et en volume
- Arrêter en plans, coupes et façades les dimensions de l'ouvrage
- Définir les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques

Déterminer toutes les surfaces utiles et surfaces dans œuvre, Le contenu détaillé des documents à remettre est précisé dans le guide de rédaction remis en cours de consultation.

Les études de projet seront soumises à l'examen du DII, CT et CSPS. Le DII vérifiera notamment la conformité de ces études avec les prescriptions figurant au marché.

Les observations devront être intégrées à la demande du DII soit :

- Au dossier APD, le candidat devra donc réaliser un dossier dans le délai fixé à l'article 5.1 du présent CCAP
- Soit dans les études d'exécution et de synthèse.

La fin des études constitue un point d'arrêt. Dans le cas où le dossier APD ne serait pas approuvé du fait du titulaire (non-respect du programme, et des solutions techniques contractuelles, non prise en compte des attendus du PC, ...), le marché pourra être résilié sans indemnité pour le titulaire.

Le dossier APD ne devra en aucun cas présenter des diminutions de prestations (qualitatives et quantitatives) au dossier validé précédemment par le maître de l'ouvrage.

L'approbation de l'APD fera l'objet d'une décision du maître d'ouvrage. Cette approbation ne remettra pas en cause la hiérarchie des pièces contractuelles.

➤ **PHASE 1.2 : ETUDES DE CONCEPTION DE NIVEAU PRO**

Ces études ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	41 / 69

5

et la sécurité

- Prendre en compte les attendus du permis de construire
- Déterminer toutes les surfaces détaillées du projet
- Confirmer les choix techniques retenus, notamment en ce qui concerne les installations techniques
- Permettre au maître de l'ouvrage d'approuver le niveau des prestations au regard du programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance
- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous équipements techniques et notamment la production des plans d'implantation des terminaux
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et énergies et coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet

Le contenu détaillé des documents à remettre est précisé dans le CCTP.

Les études de projet seront soumises à l'examen du DII, CT et CSPS. la DII vérifiera notamment la conformité de ces études avec les prescriptions figurant au marché.

Les observations devront être intégrées à la demande du DII soit :

- Au dossier PRO, le candidat devra donc réaliser un dossier PRO CORRIGE dans le délai fixé au présent CCAP
- Soit dans les études d'exécution et de synthèse.

La fin des études constitue un point d'arrêt. Dans le cas où le dossier PRO ne serait pas approuvé du fait du titulaire (non-respect du programme, et des solutions techniques contractuelles, non prise en compte des attendus du PC, ...), le marché pourra être résilié sans indemnité pour le titulaire.

Le dossier PRO ne devra en aucun cas présenter des diminutions de prestations (qualitatives et quantitatives) au dossier validé précédemment par le maître de l'ouvrage.

L'approbation du PRO fera l'objet d'une décision du maître d'ouvrage. Cette approbation ne remettra pas en cause la hiérarchie des pièces contractuelles.

7.3 : MODALITES DE SUIVI

Des réunions de conception auront lieu à périodicité au minimum mensuelle, dans les locaux du Maître d'ouvrage. Ces réunions doivent permettre :

- D'identifier les évolutions de la conception par rapport aux pièces contractuelles, notamment le programme et les pièces du dossier technique du Titulaire ;
- D'étudier les solutions pour les avis suspendus ou défavorables du CT ;

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	42 / 69

- De définir les mesures générales de sécurité et de protection de la santé, notamment l'organisation du chantier et des différentes zones ;
- De préparer le travail d'examen et d'approbation des dossiers de conception de niveau APD et de niveau PRO.

Le Maître d'ouvrage animera ces réunions et assurera la rédaction et la diffusion du compte-rendu des réunions de maîtrise d'ouvrage.

Le bureau de contrôle et le coordinateur SPS seront également conviés aux réunions de maîtrise d'ouvrage.

La maîtrise d'ouvrage a souhaité la mise en place d'un système de Gestion Electronique de Données (GED) pour faciliter, structurer et sécuriser la circulation des documents liés à la réalisation du chantier référencé.

Le Titulaire du marché mettra en place une GED dont les fonctionnalités seront définies dans les trois premier mois suivant la notification du marché.

A RISQUES LIES AU DEROULEMENT DE LA PHASE CONCEPTION - RISQUES SUPPORTES PAR LE TITULAIRE :

➤ **Contraintes afférentes à l'emprise et aux ouvrages :**

Le Titulaire fait son affaire de l'ensemble des contraintes afférentes à l'Emprise, notamment les risques de sol et de sous-sol, y compris de réseaux répertoriés ou non. À ce titre, le Titulaire supporte seul les risques liés aux caractéristiques, notamment géologiques, environnementales, géotechniques et hydrauliques, de l'Emprise.

Le Titulaire fait, en outre, son affaire des risques de voisinage. À ce titre notamment, il prend, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes occasionnées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières.

Le Titulaire supporte l'intégralité des conséquences, notamment financières, des risques archéologiques et pollution mentionnés dans les études d'investigations établis sur demande du Maître d'ouvrage préalablement à la signature du contrat.

➤ **Risques liés à l'amiante, au plomb, structure...**

En cas de découverte de matériaux ou produits contenant de l'amiante qui n'auraient pas été répertoriés dans les diagnostics, le titulaire devra mettre en œuvre les travaux de retrait de ces matériaux. Ces travaux seront à la charge du maître d'ouvrage. Le Titulaire supporte l'intégralité des conséquences de l'arrêt, suspension ou retard du projet lié à ces travaux.

Le Titulaire supporte les risques liés à la structure des Ouvrages et prend à sa charge l'intégralité des conséquences de l'arrêt, suspension ou retard du projet lié à la structure du bâti existant.

➤ **Risque lié à la conception de l'ouvrage**

Les études de conception sont établies sous l'entière responsabilité du Titulaire dans le respect du programme fonctionnel et de la réglementation en vigueur.

Les observations ou l'absence de remarque sur les documents de conception ne sauraient engager la responsabilité de l'AP-HP, ni parallèlement exonérer en tout ou partie le Titulaire de sa

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	43 / 69

5

responsabilité au titre de sa mission de conception.

B LES RISQUES PARTAGES :

➤ Modification du programme a la demande du maitre d'ouvrage :

Par dérogation aux articles 3, 13, 14, 15, 16, 21, et 23 du CCAG travaux, toute demande de la part du Maître d'ouvrage visant à modifier le projet par rapport aux pièces contractuelles et aux documents ayant fait l'objet de visa par le Titulaire fera l'objet d'une demande écrite précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Dans un délai de 8 jours à compter de la réception de cette demande, le Titulaire adressera au Maître d'ouvrage une note précisant dans quelles conditions de délai et de prix une proposition technique et architecturale répondant à la demande du Maître d'ouvrage pourra être élaborée.

Le Maître d'ouvrage fera part de sa décision sur l'acceptation ou non de ces conditions d'études au Titulaire. En cas d'accord du Maître d'ouvrage, le Titulaire établira les études demandées qui comporteront entre autres :

- Une notice technique et explicative,
- Les plans modificatifs,
- Un détail sur l'incidence financière sur le coût global de l'opération

Une note sur l'incidence de la modification sur les délais de réalisation ou d'études (le groupement devra faire en sorte, dans la mesure du possible, que ces délais s'intègrent dans le délai global de l'opération)

- Ces délais supplémentaires devront s'intégrer dans le délai global qui ne sera pas modifié)

La proposition établie par le Titulaire sera transmise au Maître d'ouvrage qui fera part, à compter de cette transmission, de sa décision de réaliser ou non cette modification par ordre de service ou après conclusion d'un avenant selon l'importance de la modification.

➤ Évolutions réglementaires des spécifications concernant les ouvrages et dispositions constructives

Pendant toute la durée d'exécution du Contrat, le Titulaire a l'obligation de respecter les normes et la réglementation en vigueur.

Le Titulaire supportera l'intégralité des conséquences, notamment financières, générées par les évolutions réglementaires relatives aux spécifications des ouvrages et dispositions constructives intervenant avant l'obtention du permis de construire.

7.4 : APPROBATION DES ETUDES

A PRESENTATION DES DOCUMENTS

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	44 / 69

}

Les documents dus par le Titulaire aux postes n° 1 « Conception architecturale et technique » et n°2 « Réalisation des travaux » sont remis au DII, au CSPS, au CT pour vérification et réception.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement.

En outre, chaque bordereau comportera :

- Soit la mention « documents provisoires », avec numéro d'ordre, indice, date de réalisation et de diffusion,
- Soit la mention « documents définitifs », avec date de réalisation et de diffusion.

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné.

B FICHES D'ECART

A l'issue de chaque élément de mission, le Titulaire remet ses prestations en complète adéquation avec le programme annexé au contrat.

Si toutefois, le Titulaire considère que les prestations remises nécessitent des clarifications ou de manière exceptionnelle des ajustements de programme pour que l'ouvrage livré réponde aux besoins du Maître d'ouvrage, dans ce cas le Titulaire transmet dans le cadre du dossier une fiche écart décrivant :

- La nature des adaptations / modifications de programme et leurs justifications techniques et architecturales
- La justification que ces adaptations/modifications ne nuisent pas à la qualité globale de l'opération ni à son calendrier.

Si le dossier est remis sans fiche écart alors, il est considéré comme totalement conforme au programme pièce contractuelle de référence jusqu'à la réception des travaux

La fiche écart sera établie avec le Titulaire dans le mois suivant la notification du contrat.

C NOMBRE D'EXEMPLAIRES

D'une manière générale, les documents seront remis à la fois en 5 exemplaires papier dont un reproductible et en 2 exemplaires sous format informatique (format .doc, .xls pour les textes et tableaux, .jpg, .dix, .dwg, .rvt pour les schémas, plans, coupes... ainsi qu'une version pdf pour attester de l'original).

➤ **Dossier marché**

Le dossier marché complet défini à l'article « pièces particulières » sera diffusé en 5 exemplaires papier et informatique, 2 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour le CT, 1 pour le CSPS, 1 exemplaire à déposer dans le bureau de chantier.

L'exemplaire unique sera conservé par le Maître d'ouvrage.

➤ **Dossiers de demandes des autorisations administratives**

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	45 / 69

Les dossiers de demandes des autorisations préalables – permis de construire, permis de démolir le cas échéant, dossier GE 3, dossier SSI d'identité final– provisoires pour examen seront remis en 5 exemplaires papiers et informatiques, 2 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour le CSPS, 1 pour le CT.

Les dossiers définitifs seront remis en nombre suffisants demandé par la préfecture + 2 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour le CSPS, 1 pour le CT. 2 exemplaires sont soumis à la signature avant reproduction.

Par ailleurs, le Titulaire sera tenu de fournir tout dossier supplémentaire qui serait réclamé par le Maître d'ouvrage ou les services instructeurs.

➤ **Dossiers APD et PRO**

Le dossier APD et le dossier Projet corrigé pour examen sera remis en 4 exemplaires, 2 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour le CT, 1 pour le CSPS.

➤ **Autres documents d'études**

Les autres documents seront remis en 4 exemplaires, 2 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour le CT, 1 pour le CSPS.

D ARMOIRE A PLANS

La Maîtrise d'ouvrage pourra demander que soit constituée sur une plateforme électronique de partage ou armoire à plans. Celle-ci devra être accessible en tant que de besoin, permettre les dépôts et les annotations. Elle devra être tenue à jour par le Titulaire. Elle ne remplacera en aucun cas les diffusions papier, notamment pour le Contrôleur technique.

Elle devra recueillir, lors du poste 2, uniquement les documents ayant reçu le visa DIREX, afin que ne soient pas diffusés des plans n'ayant pas reçu cette assurance de qualité.

E VALIDATION DU PRO

Dès que les prestations objet du présent marché seront présentées, le Maître d'ouvrage en vérifiera la forme et le contenu, en examinera la qualité et vérifiera s'ils répondent aux exigences et stipulations du présent marché.

Le Maître d'ouvrage décidera :

- La validation de la prestation
- La validation de la prestation avec réserves
- L'ajournement de la prestation en demandant l'amélioration de la prestation, l'apport de complément ou encore la reprise de l'étude. La personne publique fixera un délai pour cette reprise qui sera sans incidence financière
- La validation moyennant réfaction sur le prix de la prestation
- Le rejet

Les délais nécessaires au Maître d'ouvrage, au CSPS et au CT pour émettre avis et observations sont définis à l'article « délai global d'exécution » pour les dossiers. Les documents ponctuels (fiches techniques et autres lors des études d'exécution) auront un délai pour avis de l'ordre de la semaine.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	46 / 69

F EN CAS DE NON-APPROBATION DU PROJET OU DE NON- OBTENTION DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Dans le cas où les études ne sont pas validées du fait d'une faute du Titulaire (non-respect du programme ou de l'offre rendue contractuelle, ...), dans le cas de non-obtention du permis de construire du fait d'une faute du Titulaire, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

ARTICLE 8 : EXECUTION DU MARCHÉ : PHASE TRAVAUX

8.1 : DEMARRAGE EFFECTIF DES TRAVAUX

Après approbation du projet et obtention des autorisations administratives (notamment permis de construire ou de démolir), le démarrage effectif des travaux y compris période de préparation et dévoiement des réseaux fera impérativement l'objet d'un ordre de service.

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux, l'ordre de service de démarrage des travaux pourra intervenir dans un délai maximum de 16 mois à compter de l'ordre de service de démarrage du marché. L'offre de prix intègre ce délai. Il sera fait application des modalités de révisions de prix. Il n'est pas prévu d'indemnités d'attente.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence du Titulaire :

- Établissement et présentation au visa du DII du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG Travaux ;
- Établissements des plans d'exécution des équipements techniques, plan d'implantation des terminaux, de synthèse, notes de calcul et études de détail nécessaire pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et au présent article du CCAP ;
- Mise à jour de l'échéancier prévisionnel de ses facturations mensuelles résultant du programme d'exécution des travaux ;
- Réalisation des travaux préparatoires (installations de chantier et clôtures provisoires, voiries et réseaux provisoires, terrassements, consignation des réseaux...);
- Organisation des échanges spécifiques relatifs aux relations avec les concessionnaires de réseaux en vue de définir les modalités de raccordements définitifs permettant souscription des abonnements par le maître de l'ouvrage ;
- Participation à une réunion d'information avec les riverains ;
- Réalisation des travaux préparatoires (installations de chantier, voiries provisoires, terrassements...).

8.2 : ÉTUDES D'EXECUTION ET ETUDES DE SYNTHESE

Le Titulaire a à sa charge la réalisation de tous documents nécessaires à la réalisation de son projet et notamment :

- Les spécifications techniques détaillées

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	47 / 69

- Les plans et études d'exécution des équipements techniques
- Les plans de synthèse
 - Les plans de synthèse gros-œuvre (réservations)
 - Les plans de synthèse des réseaux
 - Les plans de synthèse d'implantation des terminaux

L'AP-HP et le Titulaire conviendront en fin de phase études la liste des documents qui seront lus par l'AP-HP. Toutefois, l'AP-HP se réserve le droit de consulter l'ensemble des documents d'exécution.

Elles pourront être approuvées par le CT avant le démarrage des travaux ou le lancement des commandes correspondantes.

Les plans de synthèse d'implantation des terminaux seront acceptés par le Maître d'ouvrage préalablement à la mise en œuvre.

Il est rappelé que les plans de synthèse ont notamment pour objet :

- De solutionner les points singuliers éventuels,
- D'intégrer sur les PEO de structure les différents besoins en matière de passages, gaines, trémies, grilles, socles, etc. et d'en établir les plans de synthèse, la coordination finale de ces réservations étant assurée par le Titulaire,
- De coordonner entre tous les lots techniques et spécifiques, une synthèse commune de faisabilité globale (réseaux, passages de gaines, chemins de câbles, etc.), notamment par établissement de coupes transversales sur tous les plénums techniques en plafond de toutes les circulations,
- D'intégrer les remarques faites par le DII, le CT, le CSPS,
- De recenser tous les besoins en énergie et fluides,
- De s'assurer des possibilités d'accès et d'implantation des équipements et matériels,
- D'établir les plans de calepinage des plafonds suspendus intégrant les luminaires, les grilles de ventilations et de désenfumage et autres équipements (détection incendie...).

8.3 : AUTRES DOCUMENTS D'ETUDES

Tout autre document nécessaire à la réalisation du projet est à la charge du Titulaire.

Par dérogation aux articles 29.1.3 et 29.1.4 du CCAG Travaux, il n'y aura ni approbation ni visa du DII, la responsabilité de la conception et de la construction incombant totalement et exclusivement au Titulaire du présent marché.

Si les observations du DII, du CSPS, du CT amènent des corrections aux documents cités ci-dessus, le Titulaire renverra des plans et documents corrigés au DII, au CT et au CSPS.

Les observations du DII, du CSPS, du CT ont pour objet de s'assurer de la qualité de l'ouvrage, du respect du programme et de l'exécution des travaux conformément au projet validé.

Les modifications à la suite des remarques ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

8.4 : MODALITES DE REMISE ET D'EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXECUTION

Les documents listés ci-dessus seront soumis au DII et au CT, pour contrôle, avis et réserves éventuelles, au plus tard deux semaines avant tout lancement en exécution (ou commande à un

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	48 / 69

sous-traitant) en un lieu quelconque, temps nécessaire à l'examen des documents.

Si le Titulaire omet de soumettre au DII, du CSPS, du CT les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de la prestation et sa démolition à ses frais.

Il sera également responsable du retard dans l'exécution du marché résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

8.5 : APPROBATION DES ETUDES

A PRESENTATION DES DOCUMENTS

Les documents dus par le Titulaire aux postes n° 1 « Conception architecturale et technique » et n°2 « Réalisation des travaux » sont remis au DII, au CSPS, au CT pour vérification et réception.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement.

En outre, chaque bordereau comportera :

- Soit la mention « documents provisoires », avec numéro d'ordre, indice, date de réalisation et de diffusion,
- Soit la mention « documents définitifs », avec date de réalisation et de diffusion.

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné.

B FICHES D'ECART

A l'issue de chaque élément de mission, le Titulaire remet ses prestations en complète adéquation avec le programme annexé au contrat.

Si toutefois, le Titulaire considère que les prestations remises nécessitent des clarifications ou de manière exceptionnelle des ajustements de programme pour que l'ouvrage livré réponde aux besoins du Maître d'ouvrage, dans ce cas le Titulaire transmet dans le cadre du dossier une fiche écart décrivant :

- La nature des adaptations / modifications de programme et leur justification technique et architecturale
- La justification que ces adaptations/modifications ne nuisent pas à la qualité globale de l'opération ni à son calendrier.

Si le dossier est remis sans fiche écart alors, il est considéré comme totalement conforme au programme pièce contractuelle de référence jusqu'à la réception des travaux.

La fiche écart sera établie avec le Titulaire dans le mois suivant la notification du contrat.

C NOMBRE D'EXEMPLAIRES

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	49 / 69

D'une manière générale, les documents seront remis à la fois en 7 exemplaires papier dont un reproductible et en 2 exemplaires sous format informatique (format .doc, .xis pour les textes et tableaux, .JPG, .dix, .dwg, .rvt pour les schémas, plans, coupes... ainsi qu'une version pdf pour attester de l'original).

- **Dossiers de demandes des autorisations administratives**

Les dossiers de demandes des autorisations préalables – permis de construire, permis de démolir le cas échéant – provisoires pour examen seront remis en 4 exemplaires, 2 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour le CSPS, 1 pour le CT.

Les dossiers définitifs seront remis en nombre suffisants demandé par la préfecture + 2 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour le CSPS, 1 pour le CT. 2 exemplaires sont soumis à la signature avant reproduction.

Par ailleurs, le Titulaire sera tenu de fournir tout dossier supplémentaire qui serait réclamé par le Maître d'ouvrage ou les services instructeurs.

- **Autres documents d'études**

Les autres documents seront remis en 7 exemplaires, 5 pour le Maître d'ouvrage, 1 pour le CT, 1 pour le CSPS.

- **DOE**

Le DOE sera remis en 2 exemplaires papiers au Maître d'ouvrage + 2 sur support numérique. La communication des éléments nécessaires à la constitution par le CSPS du DIUO devront être transmis suffisamment tôt. La remise des DOE conditionne la prononciation de la réception du contrat de travaux.

D REUNIONS

- **REUNIONS DE SUIVI DE CONCEPTION-REALISATION**

Une réunion de suivi de travaux, maîtrise d'ouvrage - Titulaire, aura lieu à jour fixe chaque semaine. Le Titulaire devra être représenté par le DIREX ou à défaut et exceptionnellement par des intervenants qualifiés, ayant connaissance du chantier et capable de l'engager depuis le début jusqu'à la fin du chantier. Du référent sanitaire du groupement désigné dès le démarrage du chantier.

Les CT et CSPS participeront à cette réunion.

A l'issue de chacune de ces réunions, le compte-rendu sera diffusé par le Titulaire au plus tard 48 h00 après la séance. Tous les points qui y sont consignés seront considérés comme approuvés, s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites dans les cinq (5) jours ouvrés qui suivent la diffusion du compte-rendu de la réunion relatée.

- **AUTRES REUNIONS**

Le Titulaire est tenu d'avertir le DII de toute réunion afférente aux études et aux travaux, afin que celui-ci puisse y participer et le cas échéant s'y faire représenter.

Par ailleurs, le Titulaire doit assister à toutes les réunions auxquelles le DII jugera sa présence nécessaire. Les réunions publiques provoquées par la Maîtrise d'ouvrage pourront également

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	50 / 69

requérir la présence du Titulaire.

A l'issue de chacune de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé par son initiateur. Tous les points qui y sont consignés seront considérés comme approuvés, s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites dans les 5 jours ouvrés qui suivent la réunion relatée.

Le compte-rendu sera adressé par son rédacteur à tous les participants, ainsi qu'au Maître d'ouvrage DII qu'ils aient ou non participé à la réunion.

8.6 : REPARTITION DES RISQUES POUR LE POSTE « REALISATION DES TRAVAUX »

A PRINCIPES GENERAUX

Le prix forfaitaire couvre l'ensemble des travaux et prestations nécessaires à l'exécution du marché. Les travaux supplémentaires non prévus dans le cahier des charges mais nécessaires à la réalisation du contrat sont supportés par le Titulaire qui assument les risques et les responsabilités liés à la réalisation des Travaux.

Le Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les Travaux doivent être organisés de telle manière que les désagréments occasionnés à l'ensemble des personnes qui utilisent l'Emprise, aux riverains et aux usagers des espaces publics, soient les plus réduits possibles et respectent la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité et de santé. Le Titulaire assure, par tous moyens (support numérique, panneaux, fléchages, etc.), l'information des personnes susvisées quant au déroulement du chantier.

Le Titulaire s'assure du respect, par les sous-traitants, de la législation du travail, de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier, conformément à la législation en vigueur. Il prend toutes les mesures appropriées pour interdire l'accès du chantier aux personnes non autorisées ou non invitées à y pénétrer et pour se prémunir contre les vols ou dégradations.

Le Titulaire remet en état les voiries de l'Emprise qui seraient affectées par l'exécution des Travaux, dans l'état dans lequel elles se trouvaient lors de l'établissement de l'état des lieux

B RISQUES LIEES AUX CONSTRUCTIONS EXISTANTES :

Le Titulaire supporte les risques liés aux constructions existantes et prend à sa charge l'intégralité des conséquences, notamment financières, directes ou indirectes générées par les travaux liés au plan de retrait amiante conforme au diagnostic avant travaux validé par le Maître d'ouvrage.

Dans l'hypothèse où des compléments de plan de retrait amiante seraient demandés par la DIRECTE, le Titulaire prend à sa charge l'ensemble des coûts générés dans la limite de 40% du montant total de ces derniers.

ARTICLE 9 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATRIERIAUX ET PRODUITS

9.1 : PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les études de détails et les descriptifs fixent la provenance et la qualité de ceux des matériaux,

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	51 / 69

produits et composants de construction qui ne sont pas fixés par les pièces constitutives du marché.

9.2 : CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Toutes spécifications techniques ne respectant pas les clauses du CCTG applicables aux marchés publics de travaux devront être soumises, par le Titulaire, à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou son assistant.

Les études de détail et les descriptifs précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du Titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes. Ces études préciseront et définiront les points critiques et les points d'arrêt.

9.3 : ESSAIS ET VERIFICATIONS SUPPLEMENTAIRES

Le Maître de l'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le Titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau s'ils sont concluants,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître d'ouvrage s'ils sont concluants.

A défaut, ils seront à la charge du Titulaire.

ARTICLE 10 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

10.1 : PLAN GENERAL D'IMPLANTATION

Par dérogation à l'article 27 du CCAG Travaux, le plan général d'implantation est établi par le Titulaire du marché et soumis au visa du maître de l'ouvrage.

10.2 : PIQUETAGE GENERAL

En application de l'article 27.2 du CCAG Travaux, le Titulaire du marché est tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité au piquetage des ouvrages, conformément au plan général d'implantation, et à ses frais. Ces opérations devront être exécutées par un géomètre agréé.

10.3 : PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Cet article déroge à l'article 27.3 du CCAG Travaux.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué dans les mêmes conditions que pour le piquetage général.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué en même temps que le piquetage général.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	52 / 69

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le Titulaire doit 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Par dérogation à l'article 27.3 alinéa 1er du CCAG Travaux, les sondages préalables sont effectués à la charge Titulaire, et sous sa responsabilité.

Par dérogation à l'alinéa 2 dudit article, il revient au Titulaire de recueillir auprès des services concédés les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Tous les résultats doivent être portés à la connaissance du DII.

Par dérogation à l'article 27.4 du CCAG Travaux, les procès-verbaux de piquetage sont de la responsabilité du Titulaire, qui doit les communiquer au DII.

ARTICLE 11 : TRAVAUX PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION

Le Programme technique détaillé de l'opération précise les modalités d'organisation de chantier. Le Titulaire devra s'y conformer.

11.1 : PANNEAU DE CHANTIER - PANNEAU D'AFFICHAGE DU PC

Le Titulaire fera exécuter et poser, à ses frais, dès l'ouverture du chantier, deux panneaux de chantier réglementaires de dimension minimale 4m par 3m, et conforme à la charte graphique de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris. Les panneaux de chantier comporteront les noms, les adresses et les numéros de téléphone de chacun des intervenants :

- Le Maître d'ouvrage
- Le DII
- Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé
- Le contrôleur technique
- Le Titulaire du marché de conception-réalisation
- Le dessin de l'ouvrage
- Les logos de chaque entité

Le plan du panneau de chantier sera soumis au Maître d'ouvrage avant exécution.

Sa position sera précisée par le Maître d'ouvrage.

De même, dès l'obtention des autorisations administratives (permis de construire, de démolir...), le mandataire mettra en place le panneau réglementaire d'affichage du PC.

11.2 : PALISSADE POUR LA PROTECTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Une palissade avec portail en planches jointives de 2 mètres de hauteur (modèle ville de Paris) sera mise en place sur tout le périmètre du chantier. Les accès au chantier doivent être assurés dans des conditions satisfaisantes les entrées/sorties des véhicules, compagnons, visiteurs et autres personnes habilitées à entrer dans l'emprise du chantier. Les accès au chantier devront être sécurisés et sous contrôle de vidéosurveillance. L'entrée dans l'emprise du chantier devra faire l'objet d'un filtrage par tourniquet avec solution complète d'édition de badges (imprimante à badges et cartes) et enregistrement avec suivi de l'historique des données sur un registre journal. Le titulaire gèrera le gardiennage diurne et nocturne dès le démarrage des travaux, depuis un local prévu à cet effet.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	53 / 69

11.3 : MESURES D'EMPOUSSIEREMENT ET ACOUSTIQUE

Un suivi de mesures d'empoussièrement par sondes avec relevés et alerte en cas de dépassement du seuil de référence sera mis en place.

Toutes les dispositions pour limiter les émissions de poussière vers les avoisinants (brumisation, rideau d'eau, etc.) seront mises en place à la charge du titulaire.

11.4 : SIGNALISATION

Le chantier sera signalé par des panneaux et par une signalisation lumineuse si nécessaire, elle doit être clairement visible par toute personne en périodes diurne et nocturne.

11.5 : POLICE DE CHANTIER

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux, chaussées, bâtiments, équipements et espaces verts, sera établi par huissier sous l'autorité du Maître d'ouvrage, à la charge du Titulaire, avant et après travaux.

11.6 : REFERE PREVENTIF

Le mandataire sera amené à assister au référé préventif vis-à-vis des avoisinants; le référé étant à la charge de la Maîtrise d'Ouvrage.

11.7 : PRE CHAUFFAGE

A prévoir par le Titulaire dans le cadre de son marché, y compris consommation correspondante.

11.8 : MISE EN PLACE D'UNE GED

La maîtrise d'ouvrage a souhaité la mise en place d'un système de Gestion Electronique de Données (GED) pour faciliter, structurer et sécuriser la circulation des documents liés à la réalisation du chantier référencé.

Le Titulaire du marché mettra en place une GED dont les fonctionnalités seront définies dans les trois premiers mois suivant la notification du marché.

11.9 : ORGANISATION HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS

A BUREAU DE CHANTIER ET AMENAGEMENTS DIVERS

Le Titulaire met à la disposition du maître de l'ouvrage et de son assistant, 2 bureaux d'une surface utile de 12 m² environ Ces bureaux seront équipés en mobiliers neufs (un bureau, une armoire avec tablettes fermant à clé, 4 chaises), seront éclairés, pourvus de stores extérieurs et d'une climatisation réversible, ils seront entretenus (ménage) tous les jours par le titulaire. Ces bureaux seront équipés de la WI-FI.

Le Titulaire met à la disposition un bureau commun d'une surface utile de 14 m² pour le CSPS et le bureau de contrôle.

Le Titulaire mettra à disposition du Maître d'ouvrage tous les EPI nécessaires pour 20 personnes, notamment casques de sécurité et paires de bottes de sécurité de différentes tailles, ainsi que les

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	54 / 69

3

vêtements de sécurité adaptés à l'avancement des travaux et à la saison, un local sera prévu à cet effet. Les EPI pour l'équipe MOA seront nominatifs et exclusivement réservés à la MOA.

Le Maître d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le Titulaire.

B SALLE DE REUNION ET SALLE ECHANTILLONS

Une salle de réunion climatisée permettant d'accueillir en relation avec l'importance de l'opération (40 personnes environ) équipée d'un écran et vidéoprojecteur et sera mise à disposition du Maître d'ouvrage pour tenir les différentes réunions nécessitées par le déroulement des travaux et les réunions internes du Maître d'Ouvrage. Ce local, équipé en tables et chaises, est éclairé et entretenu par le Titulaire. Elle permet l'affichage des documents graphiques.

Il sera prévu une salle pour stocker les échantillons présentés au Maître d'ouvrage. Cette salle pourra également être utilisée par le Titulaire pour ces réunions internes.

C LOCAUX DU PERSONNEL

Le projet des installations de chantier indique notamment la situation des locaux du personnel et leur accès, à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et qualité à celles résultant de la réglementation en vigueur ainsi que les préconisations de sécurité sanitaire en période d'épidémie.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Les accès au chantier devront être sécurisés et sous contrôle de vidéosurveillance, l'accès dédié aux personnels, compagnons, visiteurs et aux personnes habilitées à entrer dans l'emprise du chantier devra faire l'objet d'un filtrage par tourniquet, avec une solution complète d'édition de badges (imprimante à badges et cartes) et enregistrement avec suivi de l'historique des données sur un registre journal. Le titulaire gèrera le gardiennage diurne et nocturne dès le démarrage des travaux, depuis un local prévu à cet effet.

D PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 4 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, telles que codifiées dans le Code du travail, et, à ce titre, est soumis à l'obligation d'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Le PGCSPS, qui sera établi par le CSPS, lors de l'élaboration des prestations de conception, fera partie des

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	55 / 69

pièces particulières du présent marché.

Le Titulaire sera consulté lors de l'élaboration du PGCSPS.

Le mandataire et chacune des entreprises intervenant sur le chantier devront transmettre au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé l'ensemble des renseignements nécessaires à la mise à jour du PGCSPS défini aux articles R. 238-21 et R. 238-22 du code du travail. Cette obligation est étendue aux sous-traitants.

Les compléments ou modifications ultérieurs apportés à ce PGCSPS seront portés à la connaissance des contractants.

Le PGCSPS intégrera l'ensemble des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au fur et à mesure de leur élaboration.

E PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 et, à ce titre, à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), telles que les définissent les articles R. 238.27 à R. 238.36 du Code du travail.

Chacune des entreprises amenées à intervenir sur le chantier (Titulaires et sous-traitants), devra soumettre au visa du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné au 1.6 du présent CCAP, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé correspondant à son intervention, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification du marché.

Ce délai est ramené à huit jours pour les sous-traitants incorporés au cours du chantier.

Suivant les dispositions de l'article R. 238.18 du Code du travail, il est rappelé l'obligation pour toutes les entreprises présentes sur le chantier et tous leurs sous-traitants, quelle que soit l'importance ou l'urgence de leurs travaux, de participer à une visite préalable du chantier avec le CSPS. Cette obligation ne supporte aucune dérogation. Il est rappelé en particulier que son non-respect met en infraction l'entreprise concernée, son donneur d'ordre et le Maître d'ouvrage. Toute entreprise présente sur le chantier et qui n'aurait pas satisfait à cette obligation pourra, sur décision du Maître d'ouvrage, être exclue définitivement et sans délai du chantier, et voir ses éventuelles demandes d'agrément en qualité de sous-traitant rejetées pour tous les autres travaux.

F COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)

Le chantier est soumis aux dispositions de l'article L. 4532-10 du code du travail et du décret n°95-543 du 4 mai 1995 concernant les collèges interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.).

En conséquence, les entreprises seront tenues de participer aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.), qui sera constitué dans les conditions définies par L. 4532-10 du code du travail et du décret n°95-543 du 4 mai 1995.

Ce collège sera présidé par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné par le Maître d'ouvrage en application de la section II du décret n°94-1159 du 26 décembre

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	56 / 69

}

1994.

G REUNIONS DU COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

En tant que président, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé convoque les membres du CISSCT et les éventuels autres participants aux réunions plénières ou restreintes.

Les convocations écrites sont expédiées par le président du CISSCT.

A l'issue de chacune de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé par le président du CISSCT. La participation à ces réunions est obligatoire.

H COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.H.S.C.T)

Le chantier est soumis aux dispositions des articles R. 4514-8 et suivant du Code du travail, concernant les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.). Le respect de ces dispositions est à la charge et sous la responsabilité du Titulaire.

I USAGE DES VOIES PUBLIQUES

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le Titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivants :

- Établissement d'un constat contradictoire de l'état de la voie publique d'accès,
- Maintien de cette voie, dans l'état initial, pendant la durée des travaux,
- Dans la mesure du possible, les cheminements du chantier seront séparés des autres accès.

11.10 : MESURES D'ORDRE SOCIAL, APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le Titulaire du marché respecte les dispositions issues des articles L. 5212-1 et suivants du Code du Travail relatif à l'emploi des travailleurs handicapés.

ARTICLE 12 : CONTROLE ET RECEPTION

Les opérations de réception se déroulent selon les modalités ci-après.

12.1 : ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

Le Titulaire doit apporter au maître de l'ouvrage, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais, épreuves et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG applicable aux marchés publics de travaux, ainsi que ceux prévus par le programme et ses annexes, et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé.

Les dispositions de l'article 24.3 du CCAG Travaux, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Avant réception, il sera procédé, sous la direction du bureau de contrôle désigné par le Maître d'ouvrage, aux essais et vérifications figurant au programme.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	57 / 69

Les résultats de ces essais et vérifications devront être consignés dans les procès – verbaux faisant l'objet des éléments requis au programme.

12.2 : RECEPTION DES TRAVAUX

A DEFINITION

La réception est l'acte par lequel le Maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

Une réception partielle pourra être organisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux à l'achèvement des ouvrages concernés.

La réception finale de l'ouvrage sera organisée à l'achèvement des ouvrages concernés à l'achèvement définitif de ceux-ci.

Le maître de l'ouvrage assure la mission décrite au maître d'œuvre dans le CCAG travaux pour la réception. Il se fera éventuellement assister.

B OPERATIONS DE RECEPTION

Pour les opérations de réception, les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux sont applicables.

Le délai imparti au Titulaire pour la levée des éventuelles réserves se notifie par ordre de service (réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie). Ce délai est d'un maximum de 2 mois pour les réserves de réception.

Les opérations se font en présence du maître de l'ouvrage ou de son représentant, du Titulaire, du contrôleur technique et du CSPS dûment convoqués.

Le contrôleur technique vérifie les résultats des essais et effectue tous les contrôles découlant de sa mission. Le Titulaire doit lui apporter tous les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le délai de garantie prend effet à compter de la date de réception, travaux complètement achevés, conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux. La libération des sûretés n'est applicable l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

La non-levée des réserves liées à la réception dans le délai prescrit repoussera la fin de la garantie de parfait achèvement d'autant.

C DECISION DU MAITRE D'OUVRAGE

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution complète du marché, constat du parfait achèvement de toutes les installations techniques y compris les raccordements sur les réseaux et installations techniques du site, connexions sur les réseaux de productions extérieures des installations publiques et concessionnaires, des essais COPREC concluants (charge au Titulaire), de la levée des avis suspendus et défavorables du CT, de la constitution du DOE.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	58 / 69

12.3 : MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Si certaines parties des ouvrages devaient être mises à disposition du maître de l'ouvrage alors que les travaux ne sont pas tout à fait achevés, cela ne vaudrait pas prise de possession ni réception partielle tacite, le Titulaire conservant toutes ses responsabilités à cet égard.

Il sera fait application des dispositions de l'article 43 du CCAG Travaux. L'état des lieux sera dressé contradictoirement entre le DII et le Titulaire.

Dans le cas où le délai global d'exécution se trouverait dépassé par la faute exclusive du Titulaire et plus particulièrement dans le cas où les travaux auraient fait l'objet d'un refus de réception, le Titulaire peut être contraint de mettre à disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrages non encore entièrement terminés ou réceptionnés.

Enfin, si cette occupation partielle nécessite la mise en route des équipements techniques avant la fin du délai contractuel précisé dans l'acte d'engagement, le Titulaire s'engage par avance à accepter de conduire ou faire conduire et d'entretenir ou faire entretenir, tout ou partie des installations, étant entendu que la réception de ces installations n'est pas prononcée à la date de mise en route mais à la date de finition complète. Il appartient alors au Titulaire de souscrire les assurances garantissant sa responsabilité en qualité d'exploitant.

12.4 : DOCUMENTS FOURNIS A LA RECEPTION

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, les documents listés ci-dessous devront être fournis à la réception :

- Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comprenant notamment les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies, conformément aux prescriptions et recommandations des normes en vigueur, les plans de recollement
- Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)

ARTICLE 13 : CERTIFICATION

Le Titulaire sera seul responsable au titre de son contrat du processus de certification en phases programmation-conception et réalisation.

L'ensemble des frais afférant à l'obtention de la certification NF Habitat HQE sont à la charge du Titulaire.

Les exigences et niveaux minimaux à obtenir sont définis dans le programme environnemental.

Le Titulaire devra fournir les études, les notices spécifiques ou toute autre forme de preuve permettant de certifier l'opération.

Les incidences de toute évolution du référentiel seront à charge du Titulaire.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

14.1 : RESPONSABILITES

D'une façon générale, les intervenants assument les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	59 / 69

A ce titre, les intervenants répondent notamment des responsabilités et garanties qui résultent des articles 1382 et suivants du Code civil, 1792 et suivants du Code civil.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792 – 4 du Code Civil.

14.2 : ASSURANCES

Compte tenu type de marché retenue à savoir une conception-réalisation et des responsabilités et engagements contractuels en découlant, il est nécessaire de concevoir un programme unique et global d'assurance dont la souscription sera à la charge du Titulaire au profit de l'ensemble des locateurs d'ouvrage.

A SOUSCRIPTION PAR LE TITULAIRE

- Police Tous Risques Chantier (TRC)

Le Titulaire devra souscrire une police Tous Risques Chantier adaptée à l'opération. Cette police devra – au minimum – garantir les dommages accidentels pouvant être causés aux ouvrages ou subis par ces derniers, pendant toute la durée des travaux de la construction jusqu'à la réception, avec une période de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans la réalisation par rapport au programme initial d'exécution des travaux, les garanties devront être prolongées jusqu'à la date de réception de l'ensemble de l'ouvrage.

Cette police devra impérativement prévoir au minimum :

Les garanties des dommages dus à une erreur de conception (y compris garantie de la partie viciée), de l'effondrement de l'ouvrage pour quelque cause que ce soit, des phénomènes naturels (tempêtes, crues, séisme,...) prévisibles ou non, des dommages du fait de grève, émeutes, actes de terrorisme, attentats, et ce, à hauteur de la valeur totale de l'ouvrage H.T. ainsi que les garanties annexes s'y rapportant (tels que frais de déblais, démolition, confortement, nettoyage du site, frais et honoraires de l'homme de l'art, coût des réparations provisoires ou de fortune, frais supplémentaires) pour des montants suffisants.

L'ensemble des locateurs d'ouvrage intervenant au présent marché aura la qualité d'assuré (y compris les sous-traitants de l'un quelconque desdits locateurs).

En cas de sinistre garanti, les sommes correspondantes au coût des réparations seront versées directement à l'entreprise chargée des travaux de réparation avec l'accord du Maître d'ouvrage, sous ses directives et son contrôle.

La police comportera une franchise qui sera, en cas de sinistre, supportée intégralement par le Titulaire, à charge pour celui-ci de l'imputer au responsable ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées.

Dans le cas où aucune entreprise ne pourrait être tenue pour responsable, la franchise sera imputée aux Titulaires du ou des lots concernés par l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée au prorata du coût de la réparation des dommages affectant le ou les lots.

Répercussion de la prime

Le Titulaire prend à sa charge le coût intégral de la police ainsi souscrite et s'engage à communiquer ce montant au Maître d'ouvrage.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	60 / 69

- Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

Il incombe en conséquence au titulaire de souscrire, en complément des polices individuelles de chaque intervenant assujetti à l'obligation d'assurance décennale, un contrat collectif de responsabilité décennale couvrant l'ensemble des intervenants à hauteur du coût de la construction de l'ouvrage.

Le coût du CCRD sera réparti entre les différents intervenants au prorata du montant des prestations qui leur incombe. Le CCRD devra être effectif au plus tard avant la date de la Déclaration réglementaire d'Ouverture de Chantier (DROC) sans que le Titulaire puisse opposer au maître de l'ouvrage un quelconque retard de paiement par l'un des intervenants de sa quote-part de prime.

En outre, l'AP-HP Maître d'ouvrage, n'entend pas souscrire une police d'assurance dommage ouvrage pour cette opération.

Nature des garanties

Cette police comportera des garanties légales et complémentaires de Bon Fonctionnement et de Dommages Immatériels Consécutifs, au profit de tous les intervenants (Titulaires et / ou sous-traitants). Les franchises prévues à ce titre devront être compatibles avec les capacités financières de chacun des assurés.

Montants des garanties

La garantie légale sera accordée à hauteur de la valeur totale des ouvrages.

Les garanties complémentaires de Bon Fonctionnement et de Dommages Immatériels Consécutifs devront être accordées pour un montant minimum de 1,5 M€ pour chacune des garanties.

Répercussion de la prime

Le Titulaire prend à sa charge le coût global de la police ainsi souscrite et s'engage à communiquer le montant au Maître d'ouvrage.

B SOUSCRIPTION PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

La CCRD contractée par le Titulaire d'entreprises ne couvrira pas le dommage - ouvrage que le Maître d'ouvrage contractera lui-même le cas échéant.

- Police responsabilité civile (RC)

Les intervenants devront être Titulaires de polices destinées à garantir leur responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, par tout dommage corporel, matériel et immatériel, du fait ou à l'occasion de la réalisation des études ou des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Ces garanties doivent impérativement être étendues en cours de construction ou après réception aux conséquences des engagements contractuels particuliers découlant de la procédure « conception - réalisation » ainsi qu'aux responsabilités encourues du fait des sous-traitants et tâcherons, y compris en cas d'absence ou d'insuffisance d'assurance et / ou d'insolvabilité desdits sous-traitant ou tâcherons.

Les polices des intervenants devront apporter, au minimum, les montants de garanties suivants :

- Dommages corporels : 8 M€ par sinistre

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	61 / 69

- Dommages matériels et immatériels : 5 M€ par sinistre dont pour les dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et / ou matériel 1 M€ par sinistre et ne pas comporter une franchise supérieure à 30 000 €.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître de l'ouvrage aura le droit d'exiger de la part des intervenants la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à leur charge.

C DISPOSITIONS GENERALES S'IMPOSANT AUX INTERVENANTS ET A LEURS SOUS-TRAITANTS

A la notification du marché, le Titulaire devra fournir :

- Une attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de l'exécution des travaux jusqu'à la fin de ses interventions ;
- Une copie complète de la police Tous Risques Chantier (TRC) ainsi que l'attestation de paiement de la prime exigible à la souscription ;
- Une copie complète du contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) ainsi que l'attestation de paiement de la prime exigible à la souscription.

Il s'engage, par ailleurs au titre des polices TRC et CCRD :

- À justifier des paiements des éventuelles fractions de primes au titre des polices et avenants ;
- À procéder à la déclaration du coût définitif de la construction et à justifier du paiement des primes en découlant.

Au titre des garanties de Responsabilité Civile :

- À fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année et pendant toute la durée des travaux, une attestation d'assurance ;
- À notifier au Maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (nature et montants des garanties, assureurs, etc.), ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties;
- À justifier, sur simple demande au Maître d'ouvrage, et à tout moment, du paiement de leurs primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants (y compris le cas échéant celui correspondant à la souscription de l'assurance complémentaire en cas d'insuffisance de couverture).

Le maître de l'ouvrage pourra suspendre les règlements si ces différents justificatifs ne sont pas produits

La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux différentes obligations imposées ci-avant, constituent un préalable au paiement du premier acompte demandé.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'ouvrage sans indemnisation.

ARTICLE 15 : UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES REALISEES DANS LE CADRE DES MARCHES

15.1 : DROITS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le régime de la répartition des droits patrimoniaux entre les Titulaires et l'AP-HP est fixé comme

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	62 / 69

suit :

Le Titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour la France. Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

15.2 : DROITS DU TITULAIRE

En vertu de l'article 121-1 du Code de la propriété intellectuelle, le titulaire détient un droit à la paternité et au respect de l'œuvre qui est transmissible à ses héritiers.

Le Titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations, sans l'accord préalable du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du Maître d'ouvrage.

15.3 : INVENTIONS, CONNAISSANCES ACQUISES, METHODES ET SAVOIR - FAIRE

Le Titulaire est tenu de communiquer au Maître d'ouvrage, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises, dans l'exécution du marché, que celles - ci aient donné lieu ou non, à dépôt de brevet.

Les titres protégeant les interventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au Maître d'ouvrage pour utilisation des résultats des prestations.

15.4 : BREVETS

Le Titulaire est tenu d'effectuer en France, le premier dépôt des demandes de brevet concernant les inventions nées, mises au point, ou utilisées, à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de déclarer au Maître d'ouvrage, dans les délais indiqués ci-après, tout dépôt de demande de brevet qu'il effectue en France et à l'étranger concernant ces inventions.

En même temps que cette déclaration, il doit communiquer au Maître d'ouvrage, l'acte écrit prévu par la législation en vigueur.

Si pendant la période comprise entre la première consultation écrite du Maître d'ouvrage ou la première proposition du Titulaire et la notification du marché, le Titulaire a déposé des demandes de brevet se rapportant à l'objet du marché, il doit les déclarer au Maître d'ouvrage dans un délai de deux mois, à partir de la notification ; cette obligation est limitée à une période maximum des six mois, avant la notification.

Pour les demandes de brevet déposées après la notification, le Titulaire dispose d'un délai d'un

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	63 / 69

mois après leur dépôt, pour les déclarer au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire pourvoit à l'entretien des demandes de brevet.

S'il désire cesser l'entretien d'un de ces titres, ou retirer une demande de brevet, il doit en informer au préalable le maître de l'ouvrage et, à sa requête, lui céder gratuitement ses droits.

Après en avoir averti le maître de l'ouvrage, le Titulaire peut, en cas d'absence de réponse dans le délai d'un mois, céder ses droits à un tiers, sous réserve que celui-ci s'engage à garantir les droits que le maître de l'ouvrage tire du marché.

Après avoir obtenu l'accord du maître de l'ouvrage, le Titulaire peut confier à un tiers, le soin de prendre des brevets, sous réserve que ce tiers s'engage à respecter les obligations souscrites par le Titulaire, au titre du marché.

Si le maître de l'ouvrage estime, contrairement au Titulaire, que certaines inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché méritent d'être brevetées en France ou à l'étranger, il peut inviter le Titulaire à déposer la demande dans un délai fixé.

Si le Titulaire ne l'a pas fait dans le délai imparti, le maître de l'ouvrage peut procéder, lui-même, au dépôt de la demande à son propre nom, après en avoir informé le Titulaire.

15.5 : GARANTIES

Le Titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire.

De son côté, le Maître d'ouvrage garantit le Titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le Titulaire ou le Maître d'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

ARTICLE 16 : CLAUSES SOCIALES : ACTIONS D'INSERTION

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ces personnes peuvent être :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (selon les critères définis par le Pôle Emploi) ;
- Les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de Niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	64 / 69

une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance » ;

- Les personnes employées dans les GEIQ (Titulaires d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de la Maison de l'emploi de Paris être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Le volume horaire de travail minimum est obligatoirement réservé aux personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières suivant le tableau ci-dessous :

Phase		Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée totale de l'exécution du marché*
1	Etudes	
2	Travaux	

**sauf si marché renouvelable : ATTENTION nombre d'heures annuelles*

A LES MODALITES DE L'INSERTION

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- **1^{ère} modalité** : une soumission à l'appel d'offres en cotraitance (ou sous-traitance, à préciser dès la soumission) avec une des entreprises dans la liste ci-dessous :

- ✓ Entreprise d'insertion (EI)
- ✓ Atelier et chantiers d'insertion (ACI)
- ✓ Régie de quartier, entreprises adaptée (EA)

- **2^{ème} modalité** : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un Titulaire d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une Association intermédiaire (AI).

- **3^{ème} modalité** : l'embauche directe par l'entreprise

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche en CDI, nécessairement postérieure à la notification du marché et la fin du marché).

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	65 / 69

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié de la Maison de l'Emploi de Paris pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec l'Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC).

B L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ACTION

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'AP-HP a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement.

Pour les travaux concernant l'immeuble de logements Sébastopol, cet accompagnement est géré par l'Ensemble ParisEmploi Compétences (EPEC).

L'EPEC a pour mission :

- D'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- D'accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- De mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- D'identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion et organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- D'informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concernée par la spécificité du marché ;
- De suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Une coordination des achats durables est effectuée par la Délégation à la Coordination des Politiques d'Achat (DCPA).

C L'INSERTION PENDANT ET A L'ISSUE DU MARCHE

- Tout au long de l'exécution des prestations de marché ; le Titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pendant et à l'issue du marché, le Titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément à l'article 16D « Le contrôle de l'action d'insertion » du présent cahier des clauses particulières.

Un tuteur sera nommé pour l'accueil et le suivi du Titulaire en entreprise.

Au cours de la prestation, l'entreprise Titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées sur le « chantier ».

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	66 / 69

A l'issue des travaux, l'entreprise Titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

D LE CONTROLE ET L'EVALUATION DE L'ACTION D'INSERTION

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), le site concerné et l'Ensemble Paris Emploi Compétences ou tout autre facilitateur dont relève géographiquement l'établissement concerné.

A la demande de l'Ensemble Paris Emploi Compétences ou du facilitateur concerné, le Titulaire fournit, trimestriellement à date fixe, avant fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre, tous les renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée par l'Ensemble Paris Emploi Compétences, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.) propres qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action du trimestre précédent et en informe aussi le RPA et le site.

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par heure d'insertion non réalisée.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, l'Ensemble Paris Emploi Compétences ou le facilitateur concerné étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement du marché, le Titulaire présente au RPA et au site, l'attestation de l'Ensemble Paris Emploi Compétences ou du facilitateur concerné, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

ARTICLE 17 : OBLIGATION DE DISCRETION

Le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents, ou objets quelconques, est tenu du maintenir confidentielle, cette communication.

Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le maître de l'ouvrage s'engage à maintenir confidentielles, les informations signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du Titulaire ; si cet engagement n'est pas respecté, le Titulaire peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

Le Titulaire et le maître de l'ouvrage s'engagent, chacun pour sa part, à ne pas divulguer toute information confidentielle, en provenance de l'autre partie, qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants ; le Titulaire s'engage à les leur communiquer.

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	67 / 69

En cas de violation par le Titulaire ou un sous-traitant, des obligations faisant l'objet du présent article et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts.

En cas de violation par un sous-traitant des obligations du présent article et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, sans appliquer les stipulations de l'alinéa précédent, retirer son acceptation de ce sous-traitant, sans que soit pour autant diminuée la responsabilité du Titulaire, quant à la bonne exécution du marché.

ARTICLE 18 : RESILIATION

Les articles 50, 51 et 52 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le marché pourra être résilié à chaque phase d'études, APD et PRO sans que le Maître d'ouvrage ait le besoin de motiver sa décision. Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité, hors le paiement des études et travaux, y compris les études et travaux préparatoires, effectués à la date de la résiliation du marché.

Le Maître d'ouvrage sera propriétaire de tous les documents achevés ou en cours relatifs à l'installation à réaliser par le Titulaire et ses sous-traitants, aux termes du présent marché à la date de suspension ou résiliation et pourra utiliser librement lesdits documents et les connaissances qu'ils comprennent. Le Titulaire s'engage donc à remettre au Maître d'ouvrage sur simple demande faite par lettre recommandée avec accusé de réception, tous les documents en sa possession ou en celle de ses sous-traitants, achevés ou en cours, relatifs à la conception, construction et mise en service du bâtiment.

ARTICLE 19 : CONTENTIEUX

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoqués par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Il est dérogé :

Article du CCAP	Article du CCAG
2	4.1
3.1	9.1
	9.3.4
	14.1
	14.2.2
	14.3
	15.1
	34.1
3.2	9.4

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	68 / 69

4.2	12.2
5.5	18.2
	18.2.3
5.7.B	19.2.3
5.7.E	19.2
7.3.B	3
	13
	14
	15
	16
	21
	23
8.1	50.2.1
8.3	29.1.3
	29.1.4
10.1	27
10.3	27.3
	27.4
12.4	40
18	50.4

Signature du titulaire :
Mention « lu et approuvé »

GENERE
SAS au capital de 160 240 €
5 Avenue de la Villa Antony
94410 SAINT MAURICE
SIRET : 400 997 474 00020

lu et approuvé
le 15 juin 2023

AP-HP	Consultation n°23/018	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du : 12/04/2023	69 / 69